



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 3 décembre 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Veillez prendre place, nous allons débiter ce Conseil. Conseil du 3 décembre 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vais demander à Mademoiselle Maud Bodkin de bien vouloir nous rejoindre pour l'appel. Le prochain Conseil de la Métropole aura lieu le vendredi 21 décembre à 16 heures. Il sera suivi d'un petit cocktail de fin d'année.

Vous avez devant vous le Guide des vins 2019-2020 et le magazine MMMag de décembre 2018.

Mademoiselle Maud Bodkin procède à l'appel.

Merci Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint, nous pouvons très largement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations qui intéressent la vie de la collectivité. Tout d'abord, vous faire part de la lettre de remerciements de Monsieur le Maire du Crès, Pierre Bonnal, suite aux événements météorologiques qui ont frappé la commune du Crès, et qui remercie les services de la Métropole.

Ensuite, une série de lettres qui concernent les avis portés sur le Schéma de Cohérence Territoriale, et en particulier l'approbation de la CCI de Montpellier, signée de son président, André Deljarry. Nous avons également l'approbation de la Chambre d'Agriculture de l'Hérault signée de son Président, Jérôme Despey. Et enfin, nous avons le retour de courrier du Conseil Départemental de l'Hérault qui émet également un avis favorable par les mots que je vous cite et que je me plais à citer, en remerciant le président, Kléber Mesquida : « le Département souligne la qualité du document et la position volontariste de la collectivité qui y est exprimée ». J'émet un avis favorable. » Merci donc au Conseil Départemental de l'Hérault, à la CCI et à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault qui nous ont donné des avis sans réserve sur le Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 3 DECEMBRE 2018**Monsieur le Président**

Je voudrais passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour comportait initialement quatre-vingt-une affaires. Je vous propose de rajouter, et je l'ai fait voter ce matin, à l'unanimité des communes, en Conférence des maires, les deux affaires suivantes : affaire 82 que nous présenterons en début de Conseil - Décision sur le maintien ou non du 19^{ème} Vice-Président dans ses fonctions. Et affaire 83 - Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole, composition. Ainsi donc l'ordre du jour comporte 83 affaires.

Qui demande la parole ? Monsieur Cour.

Christophe COUR

Cette affaire n° 82 qui vient d'être rajoutée aujourd'hui, qui nous demande de voter pour un poste exécutif, est-ce vraiment légal que ce soit rajouté aujourd'hui sans que nous l'ayons su depuis au moins cinq jours ? Puisqu'en Conseil municipal, c'est illégal. J'aurais voulu savoir si aujourd'hui c'est légal de pouvoir voter pour un poste exécutif en l'apprenant au moment où nous arrivons dans un Conseil métropolitain.

Monsieur le Président

Il ne s'agit pas de voter pour un poste exécutif, puisque si le scrutin précise que si le Vice-Président n'est pas maintenu dans ses fonctions, son remplaçant ne sera pas élu à cette séance.

Christophe COUR

Concrètement, vous êtes en train de nous dire qu'il a déjà été éliminé ce Vice-Président, c'est ça ?

Monsieur le Président

Non, je n'ai pas dit ça.

Christophe COUR

Ses fonctions ont été retirées ?

Monsieur le Président

Il y a un arrêté portant retrait de la délégation de Monsieur Pierre Dudieuzère, 19^e Vice-Président. Et ce matin, j'ai bien fait attention de demander aux communes leur avis et les communes présentes, qui étaient pratiquement toutes là, se sont exprimées favorablement à cette modification de l'ordre du jour.

Christophe COUR

Monsieur le Président, tout le monde n'était pas présent alors qu'il y a un Conseil métropolitain, donc que nous demandez-vous aujourd'hui concrètement : de se prononcer sur le non maintien du 19 (...)

Intervention hors micro.

Christophe COUR

Oui, mais justement c'était illégal, c'était illégal.

Intervention hors micro.

Christophe COUR

Si, c'était illégal.

Monsieur le Président

Monsieur Cour, vous avez l'habitude des procédures ?

Christophe COUR

Absolument pas, je ne m'appelle pas Philippe Saurel.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

La loi impose que les affaires concernant le retrait de délégation soient votées au Conseil qui vient après le retrait des délégations. C'est le premier Conseil qui suit.

Je mets aux voix l'ordre du jour ainsi modifié.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : M. Djamel BOUMAAZ.

Abstention : 3 voix

Se sont abstenus : M. Christophe COUR (avec la procuration de M. Thierry DEWINTRE), Mme Audrey LLEDO.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 18 OCTOBRE 2018

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 18 octobre 2018.

Le procès-verbal de la séance du 18 octobre 2018 est adopté à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez reçu les synthèses des décisions. Pas de demande d'intervention ? Il s'agit d'en prendre acte.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - DECISION SUR LE MAINTIEN OU NON DU 19^{EME} VICE-PRESIDENT DANS SES FONCTIONS

M. J.-N. FOURCADE entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de la décision de maintenir ou non dans ses fonctions le 19^e Vice-Président. Je vous propose de voter sur le non maintien du Vice-Président. Et je vous propose de le faire à main levée comme l'ont demandé ce matin l'ensemble des maires en Conférence des Maires. J'avais proposé un vote à bulletin secret, les maires ont souhaité qu'il y ait un vote à main levée. Cette affaire vient après la publication d'un certain nombre d'articles de journaux, sur les réseaux sociaux, dans la presse, qui attribuait sur le compte Facebook de Monsieur Dudieuzère le fait de rapporter des propos qui avait des connotations, je dirais xénophobes, racistes voire sexistes. Un certain nombre de médias s'en sont émus, l'ont retracé dans leurs colonnes. Nous avons le devoir de maintenir notre institution, et après avoir eu Monsieur Dudieuzère au téléphone et lui avoir proposé de démissionner, je me vois dans l'obligation de requérir le vote de l'Assemblée. Je ne rajouterai pas un seul mot à ce que je viens de dire.

Qui demande la parole ? Monsieur Boumaaz, Monsieur Audrin, Madame Dardé, Monsieur Meunier, Monsieur Larue, Monsieur Rouilleault, Monsieur Revol et Monsieur Breysse.

Djamel BOUMAAZ

Merci Monsieur le Président En Marche, et très chers collègues. Avant de voter cette affaire, je tiens à expliquer mon vote de ce soir pour deux raisons. La première, c'est que nous pouvons observer Monsieur le Président En Marche, c'est qu'il y a deux poids deux mesures puisque nous avons tous constaté qu'il n'y a pas eu de parole publique suffisamment forte pour condamner le tweet islamophobe partagé en date du 11 septembre 2018 et cela, en deux clics, de votre élue, Madame Lévy-Rameau. Je cite : « les Anglais ont fait soumission. Le Maire de Londres est musulman, le Maire d'Oxford est musulman », etc., et j'en passe. La deuxième raison fait référence à la liberté d'expression. Même si je suis en désaccord avec les propos de votre Vice-Président, ainsi que du tweet islamophobe partagé par Madame Lévy-Rameau, élue de la ville et de la Métropole de Montpellier, et malgré cela je me battraï jusqu'à mon dernier souffle pour qu'ils aient le droit de le dire, et ce dans un cadre légal. Peu importe que nous soyons d'accord ou non avec votre majorité, mais aujourd'hui à travers eux, à travers cette affaire, c'est toute la liberté d'expression qui est gravement menacée dans notre pays sous couvert d'un nouvel ordre moral. Je ne peux qu'être profondément indigné par cette initiative et, je me répète, une initiative à deux poids deux mesures, et pour toutes ces raisons Monsieur le Président En Marche, je voterai contre la destitution de votre Vice-Président. Ce sera tout pour le moment, Monsieur le Président En Marche.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Boumaaz. Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, comme je vous le disais ce matin, je comprends tout à fait la décision que vous avez eue à prendre lorsque vous nous faites cette proposition. Je dis clairement que vous vous êtes présentés à cette assemblée, et que vous considérez que le fonctionnement n'est pas celui qui devrait être, donc vous nous proposez cette destitution. Je regrette que mon ami Pierre ne puisse pas gérer les choses différemment, cependant je voudrais lui rendre honneur. Car mon ami Pierre Dudieuzère est un sacré bonhomme. Il a démontré, et cela, pendant de nombreuses années dans sa mairie, en tant que Vice-Président, et il a fait un énorme travail, qui, et on s'en rend compte nous, Maires, tous les jours, grâce à lui les choses ont sérieusement avancé, donc je regrette bien sûr qu'il ne soit plus, bientôt je pense, Vice-Président en charge de cette délégation, et parce que je regrette qu'il ne soit plus là, je m'abstiendrai lors de ce vote et je lui transmets tout mon respect et mon amitié durant les années qui suivent.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Madame Dardé.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Je m'exprime au nom des trois élus de la ville de Castelnaud, de la majorité de la ville de Castelnaud. Même si à titre personnel, je suis profondément choquée par les propos

que j'ai lus concernant Monsieur Dudieuzère, nous avons voté contre sa désignation comme Vice-Président, nous estimons donc que nous n'avons pas à participer au vote pour sa radiation. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président et chers collègues, je m'exprime également au nom du groupe majoritaire lattois. Je ne suis pas là pour prendre la défense ou pas de Pierre Dudieuzère. Il a émis sur son Facebook personnel un certain nombre de choses en relayant des propos de personnes dont on connaît les positions, il a mis des photos qui peuvent choquer certains. Le propos n'est pas là : le propos c'est tout simplement de dire qu'ici nous sommes les représentants de nos communes. Je suis profondément attaché au fait que nous sommes un EPCI, et donc Pierre Dudieuzère, comme chacun des maires ou des élus ici présents est comptable de ses faits, de ses paroles, et de ses écrits ou de ses retranscriptions sur ces fameux réseaux sociaux qui nous polluent de plus en plus la vie par rapport à ses électeurs, c'est-à-dire les Vendarguoises et les Vendarguois. Il n'est pas, ni aucun des maires des communes et des représentants de Montpellier, lié à votre élection, ni ne vous doit quoi que ce soit. Il n'a donc pas à rentrer dans une ligne directrice qui pourrait être la vôtre. Je note seulement par rapport à tout cela, qu'en juillet 2017, Pierre Dudieuzère a voté des deux mains pour notre destitution. D'ailleurs, à cette époque-là, le vote avait été fait à main levée, donc je demande, au même titre que d'autres, à ce que cela reste à main levée, parce que sur ce genre de choses je pense que chacun doit prendre ses responsabilités. Je ne suis pas là non plus pour le défendre par rapport à sa position puisqu'à cette époque-là, l'attrait d'une vice-présidence libérée ou d'une indemnité à toucher avait poussé Pierre, après tant d'années de collaboration avec certains d'entre nous, à voter des deux mains dans votre ligne droite qui était celle à l'époque (...) Maintenant vous êtes Montpellier territoires avec un « s », donc dans Montpellier territoires avec un « s », il a tout à fait sa place, puisque territoires avec un « s », cela veut dire que chacun pense ce qu'il veut et qu'on peut travailler ; à cette époque-là, il fallait être Macron-compatible. Et force est de constater, pour Pierre comme pour d'autres, mais aujourd'hui on ne parlera que de Pierre, après tant d'années passées à ses côtés, que l'on savait pertinemment que Pierre, qui représentait la droite dure, était aussi Macron-compatible que je serais crédible en costume de sumo. Donc cela montre une fois de plus que ce que vous avez fait en juillet n'était pas du tout une volonté de créer quelque chose qui ait une cohérence politique, mais qui était bien décidé par rapport à l'éviction, que vous vouliez, d'un certain nombre d'entre nous. Vous avez dit ce matin Monsieur le Président - ce sera la dernière raison qui me fera ne pas participer à ce vote - que puisque Pierre libérera cette délégation à laquelle il s'est ardemment consacré pendant les temps qui lui ont été impartis, vous alliez prendre de façon transitoire la délégation. Je m'inquiète, parce que quand vous avez pris cela au niveau de l'urbanisme après l'éviction de Stéphanie Jannin pour les raisons que l'on connaît, l'urbanisme a vraiment traîné des pieds et, aujourd'hui nous n'avons ni SCoT ni PLU en place d'être votés. Pour toutes ces raisons, je ne participerai pas au vote, ainsi que l'ensemble de mes collègues, et si vous n'acceptez pas la non-participation au vote, parce que vous nous avez dit une fois que cela n'existait pas, nous nous abstiendrons. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Alors vous faites quoi ? Vous vous abstenez ou vous ne participez pas ?

Cyril MEUNIER

Si vous permettez que nous ne participions pas au vote, nous ne participerons pas au vote. Mais je crois que vous nous avez expliqué que cela n'existait pas la fois dernière.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Juste un petit commentaire sur la forme. Je demande à titre personnel à ce que le vote soit à bulletin secret, parce que j'estime que ce genre de décision peut donner lieu à des pressions directes ou indirectes, et je pense qu'il est nécessaire, même si au moment de la révocation des Vice-Présidents il y a un an, vous aviez refusé ce vote, je le demande solennellement. Je précise, à titre personnel, que je ne fais pas ça pour cacher mon point de vue, puisque j'ai appelé Pierre Dudieuzère dans l'après-midi pour lui donner le sens de mon vote. Il le sait pertinemment, et si jamais vous décidez malgré ma demande de faire un vote à main levée, vous verrez bien mon vote et vous verrez bien ce que j'ai dit à Monsieur Pierre Dudieuzère. Donc je demande officiellement un vote à bulletin secret.

Monsieur le Président

Vous connaissez la règle ? C'est 30 %.

Alex LARUE

Nous demandons effectivement aux gens de voter sur le vote.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur Revol.

René REVOL

Personnellement, je pense qu'il ne faut pas mélanger cette discussion avec toute autre discussion sur le bilan, le caractère politique de la gouvernance, ou autre. Je considère que les propos qui ont été tenus par Pierre Dudieuzère, et je le lui ai dit, sont inacceptables, et à partir du moment où vous présentez la suppression de son poste, sur la base de ces propositions, cela est parfaitement compréhensible. Donc, ne cachant pas mon vote, personnellement je voterai pour la motion, car elle se situe sur des questions de principe et non pas sur des questions de composition de la majorité et de la minorité. Deuxième remarque : il est vrai que ce matin nous avons dit que ce serait mieux que nous votions à main levée pour que chacun puisse s'exprimer, mais je vous rappelle que lorsque que nous avons été destitués de ce poste, parce que à partir du moment où un Vice-Président refuse de démissionner, ce qui est le cas de Pierre aujourd'hui, il faut qu'un vote ait lieu pour que son poste soit supprimé, nous, les Vice-Présidentes destitués, avons demandé à l'époque, que le vote se fasse à bulletin secret et nous n'avions pas réuni le tiers de l'assemblée. Donc cette demande de vote à bulletin secret me paraît légitime malgré notre discussion de ce matin, et donc tout à l'heure, si vous demandez à cette assemblée si le vote doit avoir lieu à bulletin secret, je voterai pour qu'il ait lieu à bulletin secret dans la continuité du vote que nous avons fait en juillet 2017. Par ailleurs, publiquement, sur ce texte, je voterai pour.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, je vais aller très vite puisque beaucoup de choses ont été déjà été dites. La première, je suis tout à fait partisan du fait qu'à partir du moment où certains d'entre nous demandent le vote à bulletin secret, on accorde le vote à bulletin secret. Cela ne m'empêchera pas de dire ce que je vais faire, mais je trouve qu'il est légitime que si certains votent le vote à bulletin secret, il puisse y avoir vote à bulletin secret. Le deuxième point, c'est sur le fond. Personnellement, vous le savez, je ne suis ni dans la majorité ni dans l'opposition à la Métropole, je suis non-aligné si je puis dire, et les choses sont claires parce que je pense qu'une métropole comme la nôtre doit fonctionner sur un large consensus intercommunal. L'exécutif, lui, doit avoir un certain nombre de valeurs qui le guident, et ces valeurs sont républicaines. Les propos racistes et les propos sexistes ne font pas partie des valeurs républicaines, donc je pense que la décision que vous prenez aujourd'hui est une décision juste. Je n'aurais pas dit la même chose par contre de la décision qui a été prise il y a un an de changer la composition de l'exécutif, mais cette fois-ci le motif me paraît légitime. Et comme vient de le faire René Revol à l'instant, je voterai pour, mais je préfère voter pour un bulletin secret puisque certains le demandent.

Monsieur le Président

Monsieur Breysse.

Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais seulement saluer Pierre Dudieuzère, lui rendre hommage. J'ai travaillé avec lui de nombreuses années, j'ai apprécié l'homme et ses compétences professionnelles. J'avoue que dans le domaine de la voirie, il excellait, et c'est un travail ô combien difficile. Mais, dans mon vote, je protégerai l'institution et la décision du Président Philippe Saurel.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Breysse. Monsieur Meissonnier. Madame Bouallaga.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je viens d'entendre tout et son contraire. Ceux qui veulent voter à bulletin secret vous annoncent ce qu'ils vont voter, et ceux qui veulent un vote à main levée disent qu'ils ne participeront pas au vote. Nous vivons un gros moment, voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Vous savez, Monsieur le Maire de Baillargues, que le courage est la chose la mieux partagée. Ça varie du matin au soir. Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Bonsoir, moi aussi j'aimerais expliquer également mon vote, puisqu'il y a quelques temps je m'étais un peu écharpée avec Monsieur Dudieuzère au sujet de certaines publications qu'il avait faites sur Facebook, et je l'avais précisément mis en garde de ce qui allait peut-être arriver. Je crois qu'on ne peut effectivement pas mettre en cause les compétences d'un homme, mais ce qui ne peut souffrir ici, c'est l'éthique et la moralité que porte un homme, et je crois que là, il y a eu un pas de trop. En ce qui concerne la transparence, pour chaque élu qui est ici, je crois que vous lui devez aussi. Que vous soyez pour ou contre, je crois que le respect commence déjà par assumer ce que vous allez lui témoigner. Moi bien sûr je voterai pour sa destitution, et je pense qu'assumer, est effectivement le début du courage.

Monsieur le Président

Merci Madame Bouallaga.

Qui souhaite un vote à bulletin secret ? Il y a trois demandes de vote à bulletin secret. Ce sera donc un vote à main levée. Qui ne prend pas part au vote ? Les trois élus de Castelnau : Madame Dardé, Monsieur Grand, Monsieur Dewintre qui a donné son pouvoir à Monsieur Cour. Ensuite, Monsieur Raymond, Maire de Montaud, Monsieur Pastor (...)

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas, je les connais vos élus, Monsieur le Maire. Si vous vous ne connaissez pas ceux de Montpellier moi je connais ceux de Lattes. Et je vous réponds rapidement, concernant vos propos de tout à l'heure, un enfant de cinq ans comprendrait pourquoi vous n'êtes plus dans l'exécutif avec les propos que vous tenez régulièrement dans *Midi-Libre*, en disant que vous voulez être Président de la Métropole.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous les avez tenus sous Georges Frêche et sous Hélène Mandroux, je vous connais par cœur. Alors, Monsieur Cour, Madame Touzard, les trois élus de Lattes, Monsieur Pastor, Monsieur Meunier, Madame Donada, Monsieur Raymond et les trois élus de Castelnau, Monsieur Dewintre, Monsieur Grand, Madame Dardé. Ce qui nous fait 9 qui ne prennent pas part au vote. Qui s'abstient ? Madame Ganiel, Monsieur Fourcade, Madame Brissaud, Monsieur Petit, Madame Panos, Monsieur Bonnal, Monsieur Audrin, Monsieur Fraysse, Monsieur Penso, Monsieur Calvat, Monsieur Balazun, Monsieur Moure, Monsieur Pellet, Madame Hart, Madame Frêche, Monsieur Martin, Madame Lledo et Monsieur Moynier.

Intervention hors micro de Monsieur Djamel BOUMAAZ

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, je vous avais oublié. Qui est contre ? Un votre contre, Monsieur Boumaaz.

Intervention hors micro : Combien d'abstentions ?

Monsieur le Président

18 abstentions, 1 vote contre, 9 ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées. Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe COUR (avec la procuration de M. Thierry DEWINTRE), Mme Catherine DARDE (avec la procuration de M. Jean-Pierre GRAND), M. Cyril MEUNIER (avec la procuration de Mme Carole DONADA), M. Eric PASTOR, M. Joël RAYMOND (avec la procuration de M. Thierry QUILES), Mme Isabelle TOUZARD.

Pour : 60 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Djamel BOUMAAZ.

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Julie FRECHE (avec la procuration de M. Hervé MARTIN), Mme Isabelle GIANIEL, Mme Audrey LLEDO, M. Jean-Pierre MOURE (avec la procuration de Mme Clare HART), M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO (avec la procuration de M. Renaud CALVAT), M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - BUREAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, COMPOSITION

M. J. DOMERGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 83. Il s'agit de la composition du bureau de Montpellier Méditerranée Métropole. Je voudrais vous proposer de ne pas modifier la composition du bureau en attendant la nomination du prochain Vice-Président ; autrement dit, un Président, vingt Vice-Présidents et un Conseiller délégué. Aujourd'hui, les vingt Vice-Présidents sont répartis de la façon suivante : dix hommes et dix femmes. Je demanderais à ce que ce soit un homme qui possède cette vice-présidence pour que l'exécutif soit strictement paritaire : 10 hommes, 10 femmes. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION – VŒU RELATIF A UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DU DESINVESTISSEMENT DANS LES SECTEURS CONTRIBUANT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE - APPROBATION

M. G. LANNELONGUE et M. R. CALVAT (annule le pouvoir donné à M. E. PENSO) entrent en séance.

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE) et M. R. YOUSSEF sortent de séance.

M. D. BOUMAAZ sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique. La parole est à la Vice-Présidente Jannin Stéphanie.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, prenant acte des déclarations du Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres préalablement au sommet mondial de l'ONU sur le climat, qui a réuni à San Francisco en septembre 2018 plusieurs milliers d'élus, de maires, de responsables d'ONG et d'entreprises, qui a lancé un cri d'alerte face à l'urgence climatique dans le contexte de la COP 24 qui s'est ouverte hier à Katowice, dont l'enjeu principal est la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 qui vise à contenir le réchauffement climatique en-dessous de la barre des deux degrés grâce à un plan d'actions concrètes, et à l'écoute des mouvements citoyens spontanés issus de la société civile, qui disent aujourd'hui avec force que nous devons changer de modèle, nous souhaitons proposer au Conseil métropolitain un vœu d'engagement de la Métropole en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique, comme nous l'avons d'ailleurs fait au Conseil municipal de Montpellier la semaine dernière. Pour rappel, 90 entreprises de la filière des énergies fossiles sont responsables des deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. À partir de ce simple constat, un mouvement international en faveur du désinvestissement des fonds publics et privés dans les entreprises d'énergie fossile est né.

Le désinvestissement dans les énergies fossiles est une absolue nécessité, car on le sait désormais, l'objectif des deux degrés ne sera réalisable que si 80 % des réserves connues d'énergie fossile, donc pétrole, charbon et gaz, restent dans le sous-sol. Aujourd'hui ce sont plus de cinq cents institutions à travers le monde qui ont pris part à cette campagne pour le désinvestissement. Le montant total des actifs cumulés de ces institutions s'élève à 3 200 milliards d'euros, capitaux redirigés vers l'efficacité énergétique et la production d'énergie renouvelable. C'est pourquoi, afin de s'engager entièrement dans le désinvestissement des fonds liés aux énergies fossiles, nous émettons le vœu que la Métropole de Montpellier s'engage à inciter les organismes de

retraite des élus et des agents municipaux à désinvestir leurs fonds dans le secteur des énergies fossiles pour réinvestir dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Ce vœu s'inscrit dans le projet politique global puisque dès 2014 nous avons rassemblé les élus de cette assemblée, en particulier les Maires, pour réfléchir ensemble aux grandes orientations que nous souhaitons donner aux territoires à l'heure du défi climatique qui est de toute évidence le défi de notre génération. Cela a donné lieu à la démarche « Montpellier Territoires - métropole productive » qui irrigue l'ensemble des politiques publiques de planification. Dès lors, et sur la base de ce travail en co-construction, l'ensemble des grands documents de planification aura été refondé au cours de ce mandat et le projet de politique écologique de notre territoire affirmé étape après étape, avec des traductions concrètes que je peux citer pour certaines, non pas de manière exhaustive, ce serait très long. Par exemple, la préservation de deux-tiers d'espaces naturels et agricoles sur notre territoire métropolitain, la validation de notre SCoT par la Chambre d'Agriculture pour le maintien des terres agricoles aux portes de la ville, qui vient d'ailleurs de rendre un avis favorable sans réserve sur le Schéma de Cohérence Territoriale, les grands programmes de rénovation thermique des logements privés et notamment les copropriétés des Trente Glorieuses, ainsi que le dispositif Rénov'énergie, l'accueil du Sommet du Pacte de Milan à Montpellier pour une alimentation durable en milieu urbain, l'engagement pour une zone à faible émission pour le centre-ville qui va faire l'objet du vœu suivant, les investissements ciblés sur les énergies renouvelables dans le cadre du plan « Montpellier métropole solaire » ou encore le bouclage de la ligne 4 de tramway, le projet d'extension de la ligne 1 et la réalisation de la ligne 5.

Evidemment, il y a encore beaucoup à faire, mais notre territoire est résolument engagé dans cette transition écologique avec des projets à court, moyen et long termes, traitant de la planification territoriale tout autant que d'actions immédiates avec un budget d'environ 800 millions d'euros qui est affecté à l'ensemble de ce secteur. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Qui demande la parole ? Monsieur Boumaaz, Monsieur Revol, Monsieur Audrin, Madame Touzard, Monsieur Rouilleault. Monsieur Boumaaz.

Djamel BOUMAAZ

Merci Monsieur le Maire En Marche et très chers collègues.

Monsieur le Président

Allez-y, mais je cours moi.

Djamel BOUMAAZ

Vous êtes En Marche, ne vous inquiétez pas. Vous êtes En Marche, vous ne courez pas. Monsieur le Maire En Marche, peut-on avancer, s'il-vous-plaît ?

Monsieur le Président

Allez-y, continuez.

Djamel BOUMAAZ

Le vœu que vous nous présentez ce soir et que nous avons déjà eu la chance d'aborder lors du dernier Conseil municipal de Montpellier, comme quoi la mutualisation a du bon, c'est un vœu qui est très peu relayé par nos médias traditionnels pour ne pas dire autre chose, mais c'est un vœu dont le souhait est de sauver notre planète, et donc d'éviter la fin du monde. En préambule, qu'est-ce qu'un vœu ? Comme le dit si bien Maître Dumont, un vœu peut être une promesse faite par une divinité pour obtenir sa faveur, elle peut aussi exprimer un vif souhait, un vif désir qu'on ne peut pas réaliser. En politique notamment, à Montpellier avec vous et votre politique « autrement », cela ne signifie rien d'autre qu'une promesse qui n'engage que ceux qui y croient. Alors, qu'avons-nous fait depuis que vous êtes Président de la Métropole sur le désinvestissement dans les secteurs qui contribuent au dérèglement climatique ? Quand nous lisons votre synthèse, et que nous détaillons vos actions déjà menées par la Ville et la Métropole visant à préserver le climat à partir des trois principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre, nous retrouvons trois actions. La première action nous parle de votre engagement sur l'énergie avec une production propre et renouvelable. La deuxième action nous parle de ce fameux SCoT où nous préservons plus de deux tiers des espaces agricoles et naturels, et je remercie la Chambre d'Agriculture pour leur courage de ne pas avoir cédé face à la pression immobilière que sont vos amis. La troisième et dernière action où vous (...)

Intervention hors micro.

Djamel BOUMAAZ

Nous pouvons continuer ? La troisième et dernière action nous parle d'un schéma directeur de mobilité active avec le prolongement de la ligne 1 et la réalisation de la ligne 5, et il est dommage que le sénateur Grand ne soit pas là pour aborder ce sujet, mais je tiens à souligner que ce schéma directeur de mobilité active a été proposé après plus de quatre ans de mandat, et surtout après la validation de la délégation des services publics des transports, une action que je trouve assez cocasse en termes politiques. Au-delà de ce vœu qui nous dépasse, au-delà de nous parler de la fin du monde, Monsieur le Président En Marche, je vous demande, comme de nombreux Français, de nous parler de la fin du mois, au nom de l'urgence écologique et de l'urgence sociale, car l'un Ne va pas sans l'autre. Parlez-nous de ces milliers d'arbres que vous faites abattre pour votre communication où nous distribuons des centaines de milliers de journaux municipaux et de diverses antennes, que ce soit de la Ville ou de la Métropole, et qui dans un passé proche ou lointain, ont participé au maintien de l'équilibre de notre si belle planète. Parlez-nous de la fin du mois où l'ensemble de ces journaux, qui pour une grande majorité finissent à la poubelle avant même d'être lus, et nous coûtent cher en termes économique ; et cela à l'heure de la French Tech. Je pense que vous l'avez compris, Monsieur le Président En Marche, au lieu de nous parler de la fin du monde, au nom d'une écologie qui ne dit pas véritablement son nom, je vous demande, comme de nombreux Français, de nous parler de la fin du mois au nom de l'urgence écologique qui, elle, aura un impact direct sur l'urgence sociale que nous vivons actuellement et qui aujourd'hui s'exprime en jaune.

Pour en terminer, Monsieur le Président En Marche, je dis oui à une écologie pragmatique, je dis oui à une véritable transition écologique sociale et économique, mais je dis non à une écologie En Marche, en marche forcée, à l'image de votre politique « autrement ». Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, je ne participerai pas au vote, car je préfère, comme de nombreux Français, mourir le ventre plein plutôt que le ventre vide, et cela, au nom de l'urgence écologique, au nom de l'urgence sociale, et donc au nom du pragmatisme dont vous n'avez plus le monopole. Ce sera tout pour ce soir, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je retiens votre dernière phrase. C'est la plus belle phrase de votre intervention. Monsieur Revol.

René REVOL

La question de la transition écologique nécessite un véritable débat de fond, et effectivement, je pense que nous n'allons pas pouvoir nous contenter dans les semaines qui viennent d'un vœu. Même si ce vœu est positif puisque, si j'ai bien compris, il vise à ce que la Métropole désinvestisse dans tout ce qui représente les énergies carbonées. En soi, c'est un vœu tout à fait recevable et je voterai pour. Ceci dit, ce vœu est bien modeste. Je pense qu'à l'occasion de ce vœu, nous présentons les différentes actions qui ont été menées au niveau de la Métropole. Moi, j'appelle de mes vœux la rédaction d'un véritable schéma directeur de la transition écologique sur le territoire qui puisse mettre en synergie la totalité des actions nécessaires, car comme cela a été constaté par les différents rapports, depuis les engagements pris par la France lors de la Cop 21 au Sommet de Paris fin 2015, nous nous trouvons dans une situation qui a empiré. C'est-à-dire que nous n'avons pas respecté nos engagements en émissions de gaz à effet de serre, et donc la contribution de la France au réchauffement climatique continue. Il ne suffit pas de faire des grands discours comme le fait actuellement Monsieur Macron sur la transition écologique, pour en fait, dans les faits, ne pas appliquer la chose. Lorsque ce bilan a été fait pour la France, il a été remarqué qu'il était négatif pour tous les territoires, y compris pour le nôtre. C'est-à-dire que nous avons continué depuis 2016, à avoir une année 2017 en émissions de gaz à effet de serre bien supérieure aux objectifs à ceux qui étaient les nôtres. Je pense qu'il ne faut avoir ni une critique systématique, ni des autosatisfactions systématiques, il faut avoir une conscience commune de l'urgence dans laquelle nous sommes, et que pour cela nous nous mettions autour de la table pour planifier une action dans tous les domaines en même temps, de manière synergique. Cela me paraît essentiel car c'est la seule manière de faire que la fin du mois ne soit pas contradictoire avec la fin du monde.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

Bien sûr je vais voter pour ce vœu, mais désinvestir est une chose, je ne voudrais pas non plus qu'on oublie ce que nous avons commencé, notamment à désinvestir, que nous continuons tout de même à investir dans la communication le cantonnement Ouest de Montpellier. Surtout ne l'oubliez pas, vous l'avez lu dans la presse, nous y sommes attachés. Désinvestissons là où nous devons désinvestir, mais pas là, où nous sommes censés investir.

Monsieur le Président
Merci. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Président, chers collègues, je vais bien entendu moi aussi voter ce vœu, mais je reprends ce que disait René, les enjeux sont d'un niveau - il ne s'agit pas du long terme, c'est du court terme maintenant ou du moyen terme. Nos territoires sont fragiles, les vigneron de Murviel par exemple s'alertent énormément sur ces questions de changement climatique. L'année 2017 a été catastrophique, elle menace de se reproduire à une fréquence statistiquement beaucoup plus élevée. L'année 2018 est encore très mauvaise, ils ont affaire à des hauts et des bas de plus en plus dramatiques. Ce sont leurs revenus qui sont en cause. Cela, c'est la question agricole. Je pense également à la question des risques d'inondations, des risques incendie, des risques de submersion qui ne vont que croissants, et très bientôt cela va toucher également le porte-monnaie des ménages. Les assurances augmentent, certaines assurances n'assurent plus, donc aujourd'hui c'est également la fin de mois de nos concitoyens qui va être menacée. Donc la menace est réelle. Je suis désespérée de voir qu'elle est sous-estimée par certains et j'espère qu'au-delà de ce vœu nous irons bien entendu beaucoup plus loin, à l'image un peu de ce qui est entrepris dans le SCoT pour aborder ce sujet.

Monsieur le Président
Merci Madame Touzard. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, je voterai bien sûr ce vœu qui porte sur un sujet tout à fait essentiel, mais je voudrais dire qu'il faut faire attention à ce que ce vœu ne soit pas un vœu pieu. Là-dessus, il y a deux raisons fondamentales pour être attentif. La première c'est que si nous lisons les rapports du GIEC, on sait que les décisions annoncées lors de la Cop 21, et a fortiori les réalisations des différents pays après la Cop 21, ne nous permettent pas de rester en dessous, non seulement du seuil de 1,5 %, mais également du seuil de 2 % de réchauffement climatique. Il y a là un sujet absolument majeur sur lequel il est urgent d'accélérer. La deuxième raison, c'est qu'il faut convaincre nos concitoyens que la transition écologique c'est non seulement bon pour la planète, mais aussi pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Il n'y a pas à opposer les deux, mais au contraire très clairement à les combiner. La Métropole agit sur ces sujets-là. Il n'y a pas un Conseil où l'on ne vote pas un certain nombre de résolutions en rapport avec la transition écologique. Je pense par exemple à celle qui porte sur la rénovation thermique des copropriétés qui sont en difficulté, mais il y en a des tas d'autres. Par exemple sur les transports, même si j'aurais souhaité que sur le tram 5 nous allions plus vite qu'on ne va, mais mieux vaut tard que jamais donc c'est très bien qu'on y aille. Je pense que si nous voulons aller plus loin, il faut associer beaucoup plus largement les différentes associations et nos concitoyens. Et je verrai très bien la Métropole prendre une initiative qui soit une initiative d'un grand événement préparé par des groupes de travail, des commissions, etc. qui associeraient les autres collectivités territoriales, bien sûr nos 31 communes, mais aussi les autres collectivités territoriales, les associations, les entreprises pour échanger sur toutes les idées que les uns et les autres peuvent avoir. Je prends juste deux exemples mais j'en ai plein en tête. Par exemple, il ne faut plus qu'il y ait de construction de logements collectifs, ou de construction d'équipements publics sans panneaux solaires ou toits végétalisés. Nous devrions pouvoir imposer cette règle dans les prochains documents de PLUi, par exemple, dans tous les documents d'urbanisme que nous allons avoir à voter dans les mois ou les années qui viennent. Par exemple également, c'est très bien d'avoir préservé des terres agricoles, mais il faut aussi faire attention aux espaces naturels, et également reboiser. Et de ce point de vue-là, il y a des initiatives à prendre dans un certain nombre de secteurs. Ce sont deux exemples parmi d'autres mais je pense qu'il faut vraiment que nous organisions un grand événement qui soit la base d'un travail en commun de la Métropole sur ces questions-là. Il faut accélérer, et nous avons besoin du savoir de tous pour accélérer ensemble.

Monsieur le Président
Merci Monsieur Rouilleault. Est-ce que quelqu'un demande encore la parole ? Madame Marion.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, je vais peut-être couper l'herbe sous les pieds de Madame Galabrun, mais j'aimerais répondre à tout ce qui a été fait depuis pas mal de temps, depuis 2011. Madame Galabrun a eu le plaisir, je n'ai pas pu le faire, d'aller chercher le prix qui a été remis à la Métropole de Montpellier sur la Smartcity ; prix national remis à la Métropole de Montpellier. Ce projet est important : 45 projets de cités intelligentes ont été mis en œuvre. En trois ans, quatre millions d'euros ont été investis uniquement en

recherche et développement : 45 projets, 2 500 hectares pour l'EcoCité de la Métropole. Également 12 domaines d'application que je me ferais un plaisir de vous lire : entre autres l'habitat, la santé, l'énergie, les déchets, la mobilité, la logistique urbaine, le tourisme, l'eau, la culture, la gestion des risques, la participation citoyenne et cohésion sociale. Ce prix a été remis parce que le projet de la Métropole de Montpellier est un projet transversal, et comme l'a dit Stéphanie Jannin, il touche tous les domaines. Nous avons travaillé jusqu'à présent, nous avons reçu ce prix, et je crois que c'est la meilleure réponse que l'on peut faire à ce vœu. C'est un vœu, mais il y a déjà du travail qui a été fait, et nous allons continuer dans ce sens. Et pour le SCoT, ne vous faites pas de soucis : la Chambre d'Agriculture l'a validé, il faut surtout remercier les jeunes agriculteurs, et le travail qui a été fait en coopération avec le Président de la Métropole et la Chambre d'Agriculture. Merci.

Monsieur le Président

Je donnerai la parole à Madame Galabrun tout à l'heure. Nous avons eu un très beau prix à Paris, elle nous l'expliquera, et nous en dira les contours. Elle l'a d'ailleurs apporté pour que nous puissions en profiter collectivement. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Si vous permettez une petite remarque pour répondre à Monsieur Revol qui souhaite un schéma directeur de l'écologie ou de la transition écologique. Cela s'appelle le Plan climat et nous sommes en train de le réviser en ce moment. Et pour Monsieur Rouilleault qui souhaite un événement autour de cette thématique, cela s'appelle les Assises du Plan climat et elles auront lieu au printemps.

Monsieur le Président

Et bien ça tombe juste. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des exprimés.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION – FEUILLE DE ROUTE POUR LA QUALITE DE L'AIR – ZONE A FAIBLES EMISSIONS – ENGAGEMENT

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Il s'agit de la feuille de route pour la qualité de l'air. Vous savez que nous avons inscrit la Métropole dans les ZFE proposées par le gouvernement par la Ministre des transports Elisabeth Borne et à l'origine également Nicolas Hulot. Il s'agit, parce que la qualité de l'air est dégradée dans de nombreuses métropoles, de pouvoir mettre en place les décisions susceptibles d'améliorer cette qualité de l'air. Au travers de cette affaire, nous vous proposons donc (...) Pour ce qui est de Montpellier, cela commence par le centre-ville, les 106 hectares du centre piéton en les étendant au faubourg progressivement. Dans cette affaire-là, il s'agit de répondre à l'appel à projets proposé par l'ADEME.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 3 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC, PROJET DE PLAN REGIONAL OCCITANIE DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS – AVIS

M. H. MARTIN (annule le pouvoir donné à Mme J. FRECHE) et M. C. COUR (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE) entrent en séance.

M. J-L. SAVY sort de séance (avec le pouvoir de Mme B. MICHEL).

Mme A. LLEDO sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Il s'agit du projet de Plan Régional Occitanie de Prévention et de Gestion des Déchets. Vous savez que les plans départementaux sont maintenant devenus des plans régionaux. Valérie Barthas va nous expliquer cela à l'aide d'un PowerPoint. Madame Barthas, vous avez la parole.

Valérie BARTHAS

Je vais donc vous présenter les points essentiels de ce plan régional de gestion et de prévention des déchets non dangereux, en sachant qu'il n'a pas évolué depuis la présentation que j'ai faite en Bureau des maires au mois de juin dernier. Chacun pourra ensuite donner son avis. Ce projet de plan fixe un objectif global à l'échelle de la Région Occitanie concernant les DMA, c'est-à-dire les Déchets Ménagers et Assimilés, c'est-à-dire tous les déchets sauf le BTP, les produits dangereux, radioactifs, ou les polychlorobiphényles. Cette diminution de DMA est de 13 % entre 2010 et 2025, et de 16 % entre 2010 et 2031. Il est intéressant de noter que nous avons déjà atteint une réduction de 10 % des DMA en 2017 par rapport à 2010, donc nous sommes en bonne voie. Nous allons mettre en place le deuxième programme local de prévention des déchets 2018-2022 qui devra donc s'inscrire dans ce plan régional. Nous allons donc organiser des ateliers avec les partenaires locaux, les associations, les partenaires publics, le monde associatif pour trouver des solutions affinées et les plus adaptées à notre territoire et à notre contexte local. Concernant maintenant le tri sélectif, les biodéchets, comme vous le voyez, 25 kg par habitant par an triés en 2025 (...)

Monsieur le Président

Parler moins vite Madame Barthas, il faut que tout le monde entende, et surtout comprenne.

Valérie BARTHAS

Concernant ces biodéchets, nous produisons à peu près 80 kg de biodéchets dans nos poubelles grises. L'objectif est de mieux trier afin d'en extraire 25 kg en 2025. Cet objectif est ambitieux et difficilement mesurable, car comment mesurer la quantité de biodéchets que va produire une famille qui a un composteur individuel ou un lombricomposteur, une poule ou un composteur collectif, c'est très difficile à compter.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Allez-y, allez-y.

Valérie BARTHAS

Nous remboursons jusqu'à deux poules. Concernant le verre (...)

Monsieur le Président

Ne recommençons pas le débat sur les poules, je vous en supplie.

Valérie BARTHAS

Concernant le verre, nous devons augmenter de 20 % le tri du verre en 2025 par rapport à 2015. Cela veut dire une seule chose, c'est que nous devons densifier notre parc. Concernant les poubelles jaunes, nous devons augmenter de 15 % de 2015 à 2025, notre objectif étant de 52 kg par habitant et par an, c'est-à-dire une augmentation de 4 kg par habitant et par an. Ce sera un objectif, qui selon moi, ne sera pas compliqué à atteindre car, Monsieur le Président, je vous rappelle, même si vous le savez très bien, que concernant l'usine Demeter, notre calendrier est tenu. Nous avons obtenu le permis fin octobre, et cette nouvelle usine Demeter va nous permettre de faciliter notre geste de tri. Tous les marchés ont été attribués, et nous sommes en attente de la dernière autorisation préfectorale, donc tout va bien et ensuite notre geste de tri sera beaucoup plus simple.

Concernant les déchets d'activité économique, le plan veut que les collectivités obligent les commerçants, les artisans, les professionnels, les collectivités à trier et à valoriser leurs biodéchets, ainsi que les cinq flux, c'est-à-dire le papier, le verre, les métaux, les plastiques et le bois. Nous allons commencer une expérimentation dans le parc d'activités Salaison au mois de février prochain, et nous allons accompagner les entreprises pour qu'elles produisent moins de déchets, pour qu'elles trient davantage, et nous allons les aider à trouver des filières qui leur correspondront mieux pour mieux valoriser. Nous allons les accompagner sur une durée de six mois et si le résultat est positif, nous proposerons cette démarche à d'autres zones d'activité économique. Concernant le prétraitement mécano-biologique, notre projet de plan reconnaît l'utilité des installations de tri mécanobiologique, donc je vous parle d'Amétyst. Il recommande l'amélioration de leurs performances, ainsi que la mise en place d'étapes complémentaires de préparation des refus de tri, et l'analyse des possibilités d'intégration d'une ligne dédiée aux biodéchets collectés séparément, et tout cela nous l'avons déjà. Amétyst remplit donc déjà toutes les conditions de bon fonctionnement et de production.

Un détail qui a toute son importance concernant le prétraitement mécanobiologique, il n'y a pas de limite de zone de chalandise concernant cette entité, ce qui va nous permettre d'envisager l'apport de déchèteries à

Amétyst. Quant à l'enfouissement, nous parlons de l'ISDND, nous parlons du casier, donc Monsieur le Président, vous tenez votre promesse : le deuxième casier fermera au deuxième semestre 2019. La loi TECV est assez exigeante, car elle va imposer une réduction des quantités stockées de 30 % en 2020 et de 50 % en 2025. Elle est exigeante, elle est même extrêmement ambitieuse.

Ce projet de plan constate donc que notre Région est en excellente capacité, et elle autorise les ISDND, c'est-à-dire ses installations de stockage, à étendre leur zone de chalandise et à couvrir leur département d'implantation ainsi que les départements voisins. Notre cahier des charges, pour savoir où nous en sommes actuellement, suite à la fermeture de Castries, est prêt et notre appel d'offres va être lancé, en n'oubliant pas que nous ne pourrions rester que dans notre Département et départements alentours.

Concernant la valorisation énergétique, c'est-à-dire des fours, le projet de plan constate que la capacité régionale est suffisante, mais qu'est-ce que ça veut dire ? Cela veut dire qu'il n'autorise pas de nouveau four si un autre four ne ferme pas. Ils veulent que la Région reste à capacité constante. Ils nous disent que nous devons nous satisfaire des capacités existantes, mais là où le bât blesse, c'est que le principe de proximité est restrictif, parce qu'ils veulent que nous limitions la zone de chalandise aux départements limitrophes et à une centaine de kilomètres autour des usines. Cette restriction est trop importante, car il paraît incohérent que la zone de chalandise soit inférieure à 100 km. Si on ne peut pas incinérer, on sera contraint d'enfouir, donc on ne pourra pas atteindre l'objectif dont je vous ai parlé avant qui était de réduire de 50 % l'enfouissement. Je me pose donc des questions et je m'interroge surtout sur la conscience écologique de Madame Delga. Madame Delga, que voulez-vous ? Vous voulez qu'on enfouisse ou vous ne voulez pas qu'on enfouisse ? Vous nous dites moins 50 %, et pourtant vous nous empêcher de valoriser nos déchets ? Cela n'a pas de sens, Monsieur le Président. Donc, lorsque je suis allée à Toulouse le 17 mai, je m'étais abstenue sur ce principe de proximité, car je le trouvais trop restrictif, et le projet de plan qui vous est présenté ce soir n'a pas évolué. Il convient de demander à la Région de lever cette restriction sur la zone de chalandise qui concerne les incinérateurs. Aujourd'hui, nous sommes donc au point deux du calendrier, c'est-à-dire que nous devons remettre un avis concernant ce plan régional. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Barthas. L'avis que vous donnez c'est, outre l'explication globale, demander à la Région, qui est chargée d'établir ce schéma, de lever les restrictions qui sont trop coercitives pour l'incinération. Qui demande la parole ? Monsieur Revol, Monsieur Cour. D'abord Monsieur Revol.

René REVOL

Nous n'allons pas reprendre un débat global sur les déchets. C'est un schéma très important. Je n'ai pas bien compris (...) si je comprends bien, la restriction de la Métropole par rapport au schéma régional concerne essentiellement cette zone de chalandise limitée concernant le transport de déchets vers les incinérateurs ? C'est la principale critique qui est faite ? Pour le reste, apparemment la Métropole donne un avis positif sur ce schéma, dont les objectifs sont effectivement ambitieux, et il me paraît intéressant de discuter maintenant de la mise en œuvre de ces objectifs. Si nous prenons les problèmes dans l'ordre, nous allons commencer par le problème de tout ce qui vient des travaux publics et du bâtiment, puisque sur ma commune il y a une entreprise qui a une convention avec la Métropole à ce sujet, et je suis particulièrement intéressé. L'objectif qui avait été fixé au départ, c'est que ces déchets du bâtiment puissent rentrer dans une économie circulaire et retournés dans la construction, les travaux publics, etc. Aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de consulter ces documents, cette entreprise vient chaque année faire un point sur son activité en commune, nous nous apercevons en fait que l'activité du recyclage du bâtiment se développe beaucoup plus lentement que les carrières. Carrières qui, elles, prennent à la nature un certain nombre de choses, alors que dans le recyclage, nous restituons à la nature. Il me paraît donc intéressant d'agir aujourd'hui pour que nous honorions nos engagements vis-à-vis de ce recyclage et que nous dirigions vers les travaux publics de plus en plus de ces éléments. Cela concerne le BTP.

Deuxièmement, concernant l'ampleur des déchets, qui est bien plus importante ; tous les autres déchets. Il y a une chose dont je me félicite, c'est que Madame Jabado et moi-même, nous avons demandé à ce qu'il y ait des campagnes d'information auprès du public qui soient beaucoup plus développées pour que nous apprenions à tous nos concitoyens à recycler, à trier de manière pertinente. Ce travail avait été commencé à l'époque, et Cyril Meunier avait notamment défendu ce point de vue, cela prend de l'ampleur. Donc si cela prend encore plus d'ampleur, cela me paraît une très bonne chose. Mais je voudrais que nous intervenions aussi auprès de ceux qui produisent ces emballages. Avec des amis, nous avons fait l'expérience dans un supermarché avec la complicité du directeur du supermarché qui cherche aussi à faire évoluer les choses, nous avons pris deux caddies, un dans lequel nous mettions les emballages, et un caddie dans lequel nous mettions le produit qui était emballé. À la fin, le caddie des emballages était beaucoup plus gros que le caddie des produits. Nous avons apporté, avec le directeur du supermarché, la preuve que le système dans lequel il est,

est un système fou et que nous devrions développer le vrac. Pour cela, la Métropole pourrait intervenir auprès de l'ensemble des hypermarchés pour qu'ils modifient leur distribution et que par là-même ils accompagnent ; que nous ne demandions pas simplement aux usagers, aux habitants, de trier, mais qu'en amont les distributeurs fassent quelque chose d'important à ce sujet. Cela me paraît aussi important. Sur les biodéchets, nous pourrions dire aussi beaucoup de choses, mais je ne veux pas être trop long.

Le dernier élément concerne les déchets ultimes qui sont d'Amétyst. J'en avais parlé à l'époque à votre prédécesseur, Monsieur Moure, on avait discuté de cette question : je suis favorable à une recherche plus approfondie sur la réutilisation de ces déchets ultimes d'Amétyst. Réutilisation qui peut aller dans deux sens. Premier sens en faire des produits énergétiques. Les producteurs de ciment et de chaux le long de notre littoral font venir le charbon d'Afrique du Sud pour pouvoir produire le ciment, alors que nous produisons nous-mêmes des produits caloriques. Alors je sais qu'il y a des problèmes pour assurer une continuité de fourniture qui puisse garantir ce fonctionnement, mais il faudrait travailler dans cette direction. Ce n'est pas explicitement précisé dans le schéma, mais il serait intéressant que nous développions cela, comme d'autres métropoles, comme Bordeaux, l'ont fait. À partir de là, cela fait énormément diminuer la proportion de mise en casier et d'enfouissement qu'il faut limiter au grand maximum. Deuxièmement orientation, développée dans d'autres pays d'Europe et au Japon par exemple, qui consiste à transformer les déchets en unité pour les voiries. Aujourd'hui plus de 20 % des voiries du Japon sont renouvelées grâce aux produits sortis des déchets, on ne voit pas du tout la différence, et ils n'ont plus aucun rejet de déchet d'enfouissement. Ce sont donc des pistes à travailler, je trouve que sur ce sujet le schéma n'est pas assez approfondi. Ceci dit, s'il faut émettre un avis, la tendance générale est plutôt positive.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Cour, puis Monsieur Meunier. Et Madame Barthas répondra à la fin. Monsieur Moure aussi.

Christophe COUR

Il est évident que le recyclage c'est l'avenir, et même le présent, alors que vous, Monsieur le Président, vous êtes pour l'enfouissement et l'incinération de nos déchets chez les autres. C'est pour cela que je m'abstiendrai sur cette affaire. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président et chers collègues, j'ai une question pour Valérie : est-ce que dans le schéma Amétyst est considérée au même titre que les usines d'incinération dans cette restriction à cent kilomètres du transport ? On sait pertinemment qu'à chaque schéma (...) Nous avons eu à pâtir pendant des années de cette découpe du Département de l'Hérault entre zone Ouest et zone Est. Je rappelle quand même que la Région n'est pas seule à bâtir ce projet, il faut se rappeler que c'est avec les services de l'État. C'est généralement avec les services de l'État que les collectivités locales (...) Nous hier avec le Département, et aujourd'hui la Région, nous avons à trouver des solutions et des accords, et parfois c'est très difficile. On a pâti pendant des années pour la gestion des déchets ici comme ailleurs, de zones de restrictions très limitées en matière de transport, tout simplement parce que moins on transporte les déchets, mieux on se porte en matière de pollution. Première question, Valérie, est-ce que Amétyst est considérée en tant qu'usine de méthanisation au même titre que les usines d'incinération et limitée par ce périmètre de cent kilomètres ? Parce que dans ce cas-là, ce serait vraiment très grave. Je pense que nous avons eu le nez, même si nous avons essuyé pendant dix ans les plâtres, de faire une usine de méthanisation. Et je pense que dans un schéma régional, il faut que cette usine soit mise à la disposition de l'ensemble de la Région pour que nous puissions y traiter les biodéchets. Parce qu'un des gros enjeux en matière de traitement des déchets, et je vous invite tous à titre personnel à vous y mettre aussi, et à y mettre vos familles, vos voisins, etc., c'est le tri des biodéchets. Ce n'est pas compliqué, ça ne sent pas plus mauvais qu'autre chose, et en plus c'est quelque chose qui est vraiment très bénéfique pour notre politique environnementale. Et plus nous aurons de biodéchets, ici comme ailleurs, plus ils seront traités, mieux on pourra les valoriser. Et la meilleure manière de valoriser les biodéchets en dehors du compostage individuel etc., y compris les poules, c'est de faire du gaz, et de faire du compost de très haute valeur environnementale à Amétyst.

La deuxième question que j'ai à poser à Valérie, c'est quelles sont les propositions que la Métropole a faite dans ce schéma régional à nos partenaires État, Région, et évidemment Département qui y participaient et qui n'ont pas été retenues par ce schéma ? Est-ce qu'il y a sur un certain nombre de points d'autres propositions que nous pourrions faire ?

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais tout d'abord saluer les différentes interventions, Madame Barthas et tous ceux qui se sont exprimés, quant à la pertinence des propos qui ont été tenus. Je crois que nous sommes à un moment important par rapport à ce plan qui est maintenant passé sous la responsabilité de la Région, mais comme l'a dit le Cyril Meunier, en liaison tout de même avec l'État. Je voulais aussi resituer, très rapidement, ce qui a été réalisé depuis un certain nombre d'années où la position de l'actuelle Métropole de Montpellier, anciennement Agglomération, n'était pas facile. Je crois qu'il est important de formuler un avis positif, tel qu'il nous est proposé, et d'appuyer la demande que nous faisons à la Région, d'éviter en quelque sorte ce décalage entre d'une part l'affirmation de la zone de chalandise et par ailleurs le respect des installations actuelles. Rappelons-nous, et Cyril l'a dit également, les difficultés stupides que nous avons pu avoir quand nous avons partagé le Département de l'Hérault en deux, entre la zone Est et la zone Ouest, et antérieurement il y avait une zone intermédiaire, quand on sait la caractérisation des installations dont nous disposons : incinération, valorisation avec méthanisation avec Amétyst et un certain nombre d'outils qui sont en place sur le Département de l'Hérault et les départements limitrophes. Même si le débat est passé sous la responsabilité de la Région, on ne peut pas se contenter d'attendre que la Région accepte ceci, n'accepte pas cela. Je crois qu'il doit y avoir un travail concret sur les échanges vertueux que nous pouvons réaliser sur l'ensemble des installations.

Monsieur Revol évoque également la question intéressante pour l'avenir, de bénéficier de ce que l'on appelle les Combustibles Solides de Récupération (CSR). Je crois qu'il faut effectivement toucher de manière très concrète, avec les unités technologiques que l'on a sur le grand territoire Montpelliérain, pour aller vers des réponses adaptées au temps qui est devant nous. Actuellement, nous savons très bien que si tout ceci ne se met pas en en symbiose et en cohérence, alors même que nous avons des situations difficiles à régler, pas forcément d'ailleurs sur Montpellier, le deuxième casier, nous l'avions déjà annoncé au début, vous l'avez confirmé, il n'y aura qu'un deuxième casier, mais ensuite il y a la situation (...) Je lis par exemple le syndicat Entre Pic et Etang qui dit qu'il ne veut accepter que des gens de son territoire. Nous sommes en contrat avec eux, c'est un premier exemple. Où en est l'unité d'incinération de Sète ? Que pourra-t-elle intégrer dans l'avenir en liaison avec Montpellier ? On parlait également à l'époque du secteur de Montblanc avec Béziers. Tout ceci, ce sont des équipements que nous devons mettre en tissu très coopératif, et je crois que la force de la Métropole de Montpellier, c'est qu'elle est en quelque sorte un creuset de propositions qui peuvent s'avérer très utiles pour assurer dans le temps la pérennité et la cohérence d'un plan régional. Car si ce plan régional n'est que l'évocation par la Région de ce que doivent absolument respecter les uns les autres, nous ne mettrons pas tout cela en synergie. Je pense que nous sommes en phase avec mes propos, et c'est très important car là nous ne sommes pas partis pour une affaire qui va se régler à l'issue de la délibération, on est partis sur des avancées concrètes, qui en liaison avec l'État et les responsables de la Région, chacun des départements autour du Grand Montpellier, autour de Nîmes, autour de Béziers, de Narbonne également, dans ce rayon de cent kilomètres, est à même de faire intervenir.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure. Madame Barthas va répondre à toutes les questions qui lui ont été posées.

Valérie BARTHAS

J'espère ne pas en oublier. Monsieur le Maire de Grabels, vous parliez de tous ces emballages qui nous empoisonnent la vie dans les supermarchés, je suis tout à fait d'accord avec vous. Sachez que le Président Saurel a signé, il y a un peu plus de deux ans, une convention avec les grandes surfaces de la Métropole, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, avec la Chambre d'Agriculture et j'en passe, concernant précisément la valorisation des circuits courts, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la vente au vrac, et le tri des déchets directement à la source. Ensuite, vous parliez des refus de tri d'Amétyst. Sachez que pour faire des bordures de trottoir ou pour faire des routes, nous avons besoin de déchets d'activité qui sont homogènes. Et les déchets qui sortent de l'usine Amétyst, qui rentrent et qui sortent, sont particulièrement et même exceptionnellement hétérogènes par nature.

Je voulais aussi vous donner cette information, qui est intéressante, c'est qu'aujourd'hui la Métropole produit 100 000 tonnes par an, de déchets ultimes qui vont à l'enfouissement ou à l'incinération. Nous avons mis en place au mois de novembre dernier, c'est très récent, une AMO et nous leur avons demandé de travailler sur la possibilité de réduire nos déchets. L'objectif sera d'extraire de ces 100 000 tonnes une part de déchets qui vont devenir du combustible pour des chaufferies urbaines ou industrielles, ce que l'on appelle des CSR. Cette

étude a été engagée, nous aurons des conclusions en juin 2019, été 2019. Cela va nous permettre d'avoir un scénario qui nous permettra à nouveau de trier et de valoriser ces combustibles qui pour l'instant sont perdus, c'est-à-dire que nous allons à nouveau valoriser. Il faut savoir qu'il faudra à peu près trois ou quatre ans pour une mise en place.

Ensuite, Monsieur le Maire de Lattes, vous parliez des zones de chalandise. Concernant le pré-traitement mécanobiologique, nous n'avons pas de limite de zone de chalandise à l'intérieur du périmètre régional. Vous me demandez si nous avons fait des propositions ? Oui, la proposition, c'est que nous leur avons demandé d'ouvrir cette zone de chalandise concernant la valorisation énergétique, le territoire de l'Est de la Région en a besoin. C'est une réalité et on ne peut pas s'asseoir dessus si nous voulons rentrer dans la dynamique écologique.

Monsieur le Président

Merci Madame Barthas. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Madame Barthas, je voudrais bien comprendre ce que vous venez de répondre. Dans le nouveau schéma régional, ils ne mettent pas de limite à l'apport de vieux déchets à Amétyst ?

Valérie BARTHAS

Pas à l'intérieur de la zone régionale, non.

Cyril MEUNIER

Pas à l'intérieur de la Région ? Ça c'est une révolution. S'ils font cela, c'est une superbe nouvelle pour nous.

Monsieur le Président

Oui, elle l'a déjà expliqué d'ailleurs dans son exposé préliminaire tout à l'heure, lorsqu'elle a présenté l'affaire. Cela veut dire que ce sont les discussions avec la Région qui ont abouti à cela. Cela veut dire que cela va valoriser l'utilisation d'Amétyst. Vous savez que pour Amétyst, on essaye de récupérer tous les biodéchets possibles et imaginables. Ceux de la Métropole, ceux des grandes entreprises, des supermarchés, des institutions, voire, nous avons été contactés par d'autres collectivités, d'autres agglomérations qui souhaitent faire une expérimentation avec nous pour nous donner à traiter leurs biodéchets ; ce qui nous arrange, car cela permettra à l'usine de mieux fonctionner, de fonctionner à plein régime, à terme, ce que nous souhaitons.

Cyril MEUNIER

Tout à fait, d'ailleurs c'est ce que je disais, nous avons un outil exceptionnel et nous avons dix ans d'avance même si nous avons essuyé les plâtres. La problématique, c'est qu'il ne faut pas non plus se mentir à nous-mêmes, c'est que si nous recevons, et je le souhaite, les biodéchets des entreprises et d'un périmètre beaucoup plus large que la Métropole pour faire une valorisation dans l'intérêt général de tout le monde, et pas seulement de la Métropole, sur Amétyst et des biodéchets, cela veut dire que nous prenons du tonnage que nous ne pourrions plus traiter ; du tonnage que nous traitons d'ordures ménagères traditionnelles pour garder des termes que tout le monde peut comprendre. Il faut donc que nous trouvions d'autres endroits où traiter nos ordures ménagères traditionnelles parce que même si notre objectif est de retirer de la poubelle grise, la part de biodéchets qui n'a rien à y faire, il nous reste quand même du déchet (...) Le CSR c'est une bonne voie, mais nous n'y sommes pas encore. C'est pour ça qu'il faut des accords avec tout le monde, et en particulier avec Sète qui a son usine d'incinération à moderniser. Nous pourrions être partenaire de Sète dans un accord entre les agglomérations de Thau et nous pour voir comment nous pouvons améliorer et prendre parti à l'investissement sur l'usine d'incinération de Sète, et ne pas céder sur Ocréal.

Monsieur le Président

C'est pour cela qu'il faut étendre la zone de chalandise pour l'incinération, ce qu'a parfaitement dit Madame Barthas, et qui n'est pas intégré noir sur blanc dans le schéma. C'est pour cela que nous souhaitons l'intégrer et le rajouter à cette proposition.

Cyril MEUNIER

Dans les cent kilomètres, nous ne sommes donc pas touchés.

Monsieur le Président

Oui, mais ce n'est pas ça le problème. Le problème, c'est que si nous recevons les biodéchets de la Région, il

n'y a aucune raison pour que nous ne valorisions pas nos ordures ménagères dans d'autres incinérateurs.

Valérie BARTHAS

Et Amétyst a des réserves.

Monsieur le Président

Et Amétyst a des réserves. Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Juste pour apporter des compléments à cette gestion des déchets. La gestion des déchets c'est quelque chose de délicat, difficile, on le voit à travers notre territoire, et même si les quantités baissent un peu, c'est assez lent. Pourtant la loi va nous obliger, Valérie Barthas l'a bien présenté. Je crois personnellement qu'il faut engager une vraie politique de communication, d'information et de sensibilisation des gens par rapport à limiter les déchets. Notamment l'exemple des familles « tri-tout » qui avait été conduit en 2013-2014 me semble-t-il, avait permis de diminuer dans ces familles-là, les déchets de 30 %. Je pense qu'il faut vraiment opter pour un vrai plan par rapport aux déchets afin que les familles d'une manière générale sur notre territoire s'engagent vers le zéro déchet. Ce serait une façon de réellement les inciter vers la diminution.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire présentée par la Vice-Présidente Valérie Barthas. Affaire n° 3. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des exprimés.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Christophe COUR et M. Thierry DEWINTRE.

AFFAIRE N° 4. RESSOURCES HUMAINES – RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

M. J.-L. SAVY entre en séance (avec le pouvoir de Mme B. MICHEL).

Mme. J. FRÊCHE et M. A. MOYNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Madame Illaire, Vice-Présidente aux ressources humaines, vous propose le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Régine Illaire.

Régine ILLAIRE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'égalité femmes-hommes est un principe constitutionnel. Est-il besoin de le rappeler ? La loi garantit l'égalité de droit et de statut entre femmes et hommes, mais l'égalité réelle reste en cours de construction et l'employeur public que nous sommes doit faire preuve d'exemplarité. La loi prévoit un rapport annuel relatif à la situation de notre collectivité en matière d'égalité femmes-hommes, elle prévoit que ce rapport soit soumis au Comité Technique, ce qui a été fait le 20 novembre dernier. Ce rapport a pour objectif de présenter des éléments de diagnostic en interne dans son rôle d'employeur d'une part, et les actions publiques menées sur son territoire d'autre part. La situation de notre collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est le reflet de notre société. Elle est comparable à celle de l'ensemble de la fonction publique territoriale et, plus largement, celle des organisations sur le plan national. On retrouve les mêmes phénomènes, à savoir plafond de verre pour l'accès aux postes stratégiques, deux femmes pour sept hommes dans la fonction de direction générale et les directions, des filières sexuées et les écarts salariaux qui en découlent, les métiers majoritairement masculins qui s'expliquent par les compétences très orientées vers des techniques de la Métropole. Les transferts de compétence à la Métropole, en particulier la voirie et l'espace public ont augmenté la part des hommes dans les effectifs de la collectivité et, par conséquent, ont alimenté les écarts déjà existant entre les filières. Plus récemment, la mutualisation de directions plus fonctionnelles, telles que les ressources humaines, la Direction des finances ou juridique, ont compensé cette évolution puisque les agents administratifs qui viennent intégrer la Métropole sont majoritairement des femmes.

En observant certains indicateurs de ce rapport relatifs à l'organisation des temps de vie et des temps professionnels, nous nous rendons compte qu'il reflète l'état de notre société. Pour exemple, les temps partiels sont majoritairement demandés par des femmes : 17 % de femmes pour 3 % d'hommes. Tout comme le congé

parental, lui aussi majoritairement féminin : nous avons 30 femmes qui en ont bénéficié pour quatre hommes seulement. Nous ne pouvons que constater que les changements sociétaux dans ce domaine prennent du temps et qu'il en faudra pour faire évoluer les équilibres au sein de nos institutions.

Mais au travers de nos actions, que ce soit dans le domaine des ressources humaines ou par les différentes actions que nous conduisons sur notre territoire, nous alimentons la réflexion et faisons progresser, j'en suis certaine, la société vers une juste égalité de traitement entre les femmes et les hommes. On peut ainsi citer deux textes nationaux qui, appliqués au sein de la Métropole, contribuent à ces objectifs. Nous avons en premier lieu la loi Sauvadet qui a été instaurée en 2012, c'est un dispositif de nomination équilibré sur les emplois de direction. Elle a ainsi incité les collectivités à se pencher sur la féminisation des fonctions stratégique. Un autre exemple : de nombreuses mesures ont été prises pour faire évoluer le dialogue social. La dernière entrée en vigueur interviendra lors des prochaines élections professionnelles qui auront lieu jeudi 6, avec l'application pour la première fois des règles de composition équilibrée des instances de concertation. Ces futures élections professionnelles permettront d'avoir l'opportunité d'une composition de nos instances représentatives des équilibres femmes-hommes des effectifs de notre institution.

Au sein de notre institution sont également mises en œuvre des actions concrètes pour promouvoir l'égalité femmes-hommes, comme par exemple le Forum des métiers qui a eu lieu avec la Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier. Ce Forum a rassemblé 600 agents ; pour un premier Forum c'est un véritable succès. Plus de 50 métiers ont été présentés. L'occasion de faire tomber les stéréotypes sur la féminisation ou le masculinisation de certaines tâches. En 2019, nous prévoyons un Forum sur la mobilité interne qui est une des clés pour améliorer l'égalité professionnelle en permettant à chacun de se projeter sur des métiers nouveaux et favoriser la mixité des équipes.

Mais au-delà des actions conduites en interne, ce rapport fait aussi état des actions menées sur le territoire métropolitain. L'égalité femmes-hommes a été pensée avec une priorité transversale dans les différentes politiques publiques, et plus particulièrement comme un axe de travail de la politique de la Ville dans les quartiers prioritaires, là où la précarité et l'isolement creusent encore plus l'écart entre les femmes et les hommes. On peut ainsi reprendre certaines actions conduites sur notre territoire ; trois parmi tant d'autres : la première c'est les actions menées dans le cadre du projet pour le développement de l'emploi métropolitain, le PODEM, pour favoriser l'accès au travail de façon égalitaire entre femmes et hommes. Le second : un énorme travail est également fait avec le réseau d'associations de proximité sociale et linguistique de Montpellier Méditerranée Métropole qui structure et développe l'offre d'apprentissage de la langue française. 80 % du public concerné sont des femmes. Le troisième point : l'accès à la santé et aux droits sont inscrits dans cette démarche transversale. La Métropole soutient des associations qui assurent la promotion de l'égalité des droits pour les femmes avec le planning familial de l'Hérault, le CIDFF et CICADE.

Ce rapport fait état d'actions menées dans le domaine du sport, de la citoyenneté, de l'insertion, de l'emploi, de la création d'entreprises par les femmes. La contribution de la Métropole à de nombreuses associations sportives montre notre engagement aux côtés des athlètes féminines qui font briller leur territoire et sont ambassadrices de nos valeurs et nos potentiels.

Enfin, et pour terminer la présentation de ce rapport, un dernier point, pour dénoncer les violences conjugales et pour mettre en avant les informations essentielles à porter à la connaissance des victimes et des personnes susceptibles de les aider, l'administration organise un plan de formation sur trois ans à destination de tous les agents de la Métropole, de la Ville et du CCAS de Montpellier pour les sensibiliser à cette question et, ainsi, élargir le réseau de vigilance dans la lutte que mènent nos collectivités aux côtés des associations. Voilà Monsieur le Président, ce que j'avais à dire.

Monsieur le Président

Merci Madame Illaire. Qui demande la parole ? Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup Régine pour ce rapport que j'ai lu avec attention, il est très clair et il est très bien fait. Et merci aussi pour toutes les mesures qui vont être prises, mais je voudrais quand même relever deux points. Dans le chapitre très important qui concerne l'égalité hommes-femmes au sein du personnel des services de la Métropole. Alors que les femmes, j'ai les chiffres sous les yeux, représentent 80 % de la filière administrative toutes catégories confondues, A, B, C, le salaire moyen des hommes est 30 % plus élevé que celui des femmes. Ce sont les chiffres. Je sais que ce sont les tendances très structurelles, très anciennes, qu'il est difficile, et c'est quelque chose que l'on remarque dans beaucoup d'autres endroits, c'est un constat que l'on peut partager, je le connais par ailleurs dans d'autres établissements publics ou privés malheureusement, mais je pense que c'est vraiment un objectif que nous devons poursuivre. Il faut vraiment que nous veillions à cette question de la rémunération. Autre élément : l'occupation des postes de direction. C'est quelque chose que nous retrouvons dans d'autres établissements, mais il faut qu'on y travaille. Seulement une femme sur

cinq aux postes de direction les plus importants dans la Métropole. Sur cinq postes de direction, un seul est occupé par une femme.

Monsieur le Président

C'est pour ça que j'ai mis dix Vice-Présidentes.

Isabelle TOUZARD

Ça au niveau du bureau, je vous en remercie, d'autant plus que la loi ne vous l'impose pas, mais là (...)

Monsieur le Président

Vous alliez dire « c'est génial », mais je comprends que vous vous soyez retenue.

Isabelle TOUZARD

Il me semble que c'est un sujet en termes d'équité très important. Je voulais aussi attirer votre attention sur le fait, et les chiffres le montrent vraiment, que dans les recrutements les plus récents, lorsque l'on regarde la pyramide des âges, alors que les femmes sont en proportion à moitié au niveau des agents, dans les derniers recensements, le taux de femmes diminue un peu, d'après ce que dit la pyramide. C'est juste un point de vigilance. Je pense qu'il y a un gros chantier à mener quand même, comme il se mène dans d'autres établissements.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. J'aimerais lever un doute que laisse entendre votre analyse, qui est juste, mais à laquelle il faut ajouter un certain nombre de paramètres. S'il y a une inégalité dans les salaires, c'est parce qu'il y a un certain nombre de filières à considérer. Vous l'avez dit après. A filière égale et poste égal, il n'y a pas de différence de salaire entre hommes et femmes. Dans l'administration, c'est parce qu'il y a plus de femmes dans certaines filières qui sont moins rémunératrices que d'autres qu'il y a cette disparité en moyenne. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Dans ce cas, il serait bien que le rapport soit accompagné d'explications, parce que quand je note que dans la filière administrative 67 % des attachés territoriaux sont des femmes, et quand dans le même rapport on dit que le salaire des femmes est de 30 % inférieur au salaire des hommes, vous voyez (...) Il faut des explications par rapport à cela.

Monsieur le Président

Il n'y a pas de discrimination sur les salaires dans l'administration. Ce n'est pas comme cela que ça fonctionne. Il y a une grille indiciaire et il y a une grille de salaires, donc ce n'est pas en fonction du sexe que les gens sont payés. Par contre, et là je vous rejoins, en fonction du nombre d'agents dans les filières, il y a des filières qui sont mieux rémunérées que d'autres. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Adopté à l'unanimité.

Moi je défends la fonction publique. Merci Régine.

Le Conseil prend acte de la transmission de ce rapport et de sa présentation préalable aux débats sur le budget.

AFFAIRE N° 5 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - REVISIONS - APPROBATION

M. A. MOYNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5. Monsieur Lévit. Il s'agit du vote en autorisations de programme et crédits de paiement. Monsieur Max Lévit.

Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, comme vous le savez nous fonctionnons en autorisations de programme et en crédits de paiement. Toutes modifications dans les autorisations de programme et crédits de

paiement doivent être soumises à l'assemblée. C'est pour cela que je vous en propose un certain nombre concernant la Direction de l'aménagement et du territoire en premier lieu, et en second lieu concernant la Direction de la culture où la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire qui a été prévue à 5,2 millions d'euros. Il est nécessaire d'ajouter 410 000 euros.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Qui demande la parole et des précisions ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 6 : FINANCES – BUDGET 2018 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 - ADOPTION

M. J. MALEK sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme M. BODKIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Il s'agit du budget 2018 de la décision modificative n° 1. Max Lévit.

Max LEVITA

Je vous propose un certain nombre de modifications concernant les dépenses de fonctionnement. Je vous propose d'enregistrer une baisse des dépenses prévues de 4,3 millions d'euros : les recettes de fonctionnement par contre augmentent de 5 millions, ce qui nous permet d'augmenter l'autofinancement de 9,3 millions. Les dépenses d'investissement diminuent de 2,7 millions d'euros par rapport à ce que nous avons proposé. Les recettes d'investissement augmentent de 9,1 millions d'euros. Au total, cela permet de baisser le recours à l'emprunt de 11,8 millions.

En ce qui concerne le budget annexe transports, je vous propose une augmentation de dépenses de fonctionnement de 250 000 €, il n'y a pas de modification en ce qui concerne les investissements. Je vous indique, sur les dépenses de fonctionnement, une hausse du produit du versement transports ; il y a une hausse du prix de 1 million d'euros. C'est une hausse significative, car elle signifie le bon fonctionnement économique de notre territoire si nous regardons depuis l'application du taux majoré de versement transports : en 2013, ce versement a augmenté de 3,7 %, en 2014 de 2,1 %, en 2015 de 1,6 %, en 2016 de 2,04 %, et en 2017 de 4,5 %. Cela montre l'attractivité et le bon fonctionnement de notre territoire.

Concernant le budget de l'assainissement, en fonctionnement il diminue de 550 000 €. Le budget annexe d'assainissement non collectif : il n'y a pas de modification sur le compte sur le fonctionnement, l'investissement croît de 3 000 €. Et le parking : il n'y a pas de modification.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Qui demande la parole ? Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Juste pour expliquer que le groupe s'abstiendra car nous nous sommes déjà abstenus au moment de l'adoption du budget primitif dans un souci de cohérence, même si nous n'avons sur le fond rien à redire sur la DM.

Monsieur le Président

Je note : « Nous nous abstiendrons dans un souci de cohérence même si sur le fond nous n'avons rien à dire sur la DM ».

Isabelle TOUZARD

Je peux revenir sur les explications de l'époque, la GEMAPI...

Monsieur le Président

Non, non, non. Franchement Madame Touzard, votre phrase me va parfaitement.

Isabelle TOUZARD

On peut y revenir, on est cohérent...

Monsieur le Président

Votre phrase me va au top. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Pour ceux qui ont des procurations, levez les deux mains. 18 abstentions. Qui est contre ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Christophe COUR (avec la procuration de M. Thierry DEWINTRE), Mme Catherine DARDE (avec la procuration de M. Jean-Pierre GRAND), Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER (avec la procuration de Mme Carole DONADA), Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Joël RAYMOND (avec la procuration de M. Thierry QUILES), M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA (avec la procuration de Mme Michèle CASSAR).

AFFAIRES N° 7 : FINANCES – AFFECTATION DE SUBVENTION 2018 – ADOPTION

Mme J. FRÊCHE (avec le pouvoir de M. H. MARTIN) entre en séance.

M. E. PENSO sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 7. Il s'agit de l'affectation de subventions 2018. Madame Galabrun-Boulbes va vous présenter cette affaire, sachant qu'elle va vous faire d'abord un petit point sur le trophée qu'elle est allée recueillir à Paris pour nous. C'est le journal *La Tribune* qui a désigné Montpellier je crois. Je ne prendrai pas part au vote, Madame Barthas non plus. Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Krzyzanski, Monsieur Lévit, Madame Lévy-Rameau, Madame Marion, Madame Miralles, Monsieur Savy et Monsieur Tortorici non plus. Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je vais donc commencer par l'affaire n° 7, c'est l'affectation de subventions 2018, soit affectation, soit modification. Cela concerne Montpellier Arc club pour 1 500 €, Tambourin club de Grabels pour 1 000 €, Ars Musica pour 1 000 €, la Compagnie ZigZags pour 1 500 €, Turbulences sonores 1 500 €, les Amis de l'orgue de la cathédrale de Montpellier pour 1 000 €, Etre en scène 2 000 €, Compagnie mouvements perpétuels 2 000 €, les Chœurs universitaires de Montpellier 1 000 €, la Compagnie Autre Mina 10 000 €, le CCAS de Montpellier 25 000 €, l'université de Montpellier -500 €, deux fois d'ailleurs, pour deux congrès différents, l'association de promotion des flux touristiques et économiques 75 000 €, l'Office du tourisme et des congrès de Montpellier -100 €. En investissement, donc les opérations publiques OPHLM, fonds propres 3M, -25 330 €, l'opération privée SA/SEM, fonds propres 3M, -99 200 €, pour les personnes privées, les aides à la rénovation et les logements, c'est le fonds ANAH 800 0000 €. Kite & Windsurf Maguelone 60 000 €. Et pour le budget transports, l'Amicale des retraités des transports urbains de Montpellier 1 220 €. Voilà le détail de ces subventions affectées ou modifiées.

Monsieur le Président

Qui demande la parole sur l'affaire n° 7 ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

Monsieur le Président

Parlez-nous du prix.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Comme vous le disiez, Président, j'ai eu le plaisir de vous remplacer à Paris à l'Hôtel de ville où j'ai été reçue par *La Tribune*. Donc il y avait un très beau parterre, puisque tout à l'heure nous parlions de l'énergie à Bordeaux, effectivement la ville de Bordeaux a reçu le Prix de l'Energie. Mais nous, la Métropole de

Montpellier, nous avons reçu le Prix de l'Initiative, qui est devant vous et qui vous a été remis pour la Cité intelligente à Montpellier dans le cadre de la SmartCity. Vous avez aussi un très beau livre de Yann Arthus Bertrand qui vous est offert. Je disais qu'il a fait une conférence sur sa rencontre avec le Pape François qui l'a énormément marqué, même si lui-même n'est pas croyant à la base. Ensuite, vous avez un deuxième livre, si jamais vous manquez d'idées, c'est « 50 idées pour changer le monde » de La Tribune. Vous voyez qu'on peut aller très loin dans notre Métropole. Le trophée et ces deux livres vous sont offerts de la part de la commune. Félicitations pour tout le travail qui est fait par les collaborateurs de la Métropole sous la vice-présidence de Madame Marion.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES – FONDS DE CONCOURS 2018 AUX COMMUNES – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Il s'agit des fonds de concours 2018 aux communes. Qui demande des précisions auprès de Max Lévi ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 9 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE CLAPIERS NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Il s'agit du procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Clapiers nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des précisions ? Au rapporteur Max Lévi ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 10 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE MONTFERRIER NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Même chose pour les biens qui font partie de la commune de Montferrier. Pas de demande intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 11 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE GRABELS NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour la commune de Grabels. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 12 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE FABREGUES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour la commune de Fabrègues. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 13 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Même chose pour la commune de Saint Jean de Védas. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 14 : FINANCES – PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT GENIES DES MOURGUES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

M. J-L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS) et M. J-M. LUSSERT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 14. Même chose pour Saint Geniès des Mourgues. Contre ? Abstention ?

Monsieur le Président

Monsieur Lévit.

Max LEVITA

Monsieur le Président, je souhaite simplement rendre hommage au travail fait par l'administration de la Métropole et des 31 communes parce que ce travail est un travail absolument gigantesque, et que vous avez voté à l'unanimité, ce dont nos administrations se réjouissent.

Monsieur le Président

Merci de l'avoir précisé, Monsieur Lévit, vous avez parfaitement raison.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 15 : SECURITE – CONVENTION DE PARTENARIAT – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DIRECTION TERRITORIALE DE PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE L'HERAULT – ACCUEIL DE MINEURS OU JEUNES MAJEURS EN MESURE DE TRAVAIL D'INTERET GENERAL OU DE REPARATION PENALE

M. E. PENSO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Monsieur Jaoul vous propose la convention de partenariat entre la Métropole et la PJJ, Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault. Ce sont les Travaux d'Intérêt Généraux, les TIG. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE GRABELS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 16, modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°1 du PLU de Grabels. Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE LATTES – OPERATION ODE A LA MER – ENGAGEMENT D'UNE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LATTES – OUVERTURE DE LA CONCERTATION PREALABLE

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Commune de Lattes. Il s'agit de l'opération Ode à la Mer, engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Lattes. Qui demande la parole ? Je mets aux voix et je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – PROTOCOLE D'ACCORD SUR L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES HAUTS DE LA CROIX D'ARGENT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET HERAULT HABITAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. R. CALVAT sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 18. Commune de Montpellier, protocole d'accord sur l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent que vous propose Madame Marion, Vice-Présidente. Je ne prends pas part au vote, et Gérard Castre non plus. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONCESSION D'AMENAGEMENT – COMMUNE SAINT JEAN DE VEDAS – ZAC ROQUE FRAISSE – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE MONTPELLIER (SERM) CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

[M. J-L. MEISSONNIER entre en séance \(avec le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS\).](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 19. Concession d'aménagement de la commune de Saint Jean de Védas sur la ZAC Roque Fraïsse. Monsieur Krzyzanski, Monsieur Lévida, Monsieur Tortorici ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

AFFAIRE N° 20 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONCESSION D'AMENAGEMENT – COMMUNE DE CLAPIERS – ZAC DU CASTELET – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Madame Marion vous propose la concession d'aménagement commune de Clapiers, ZAC du Castelet. C'est la garantie d'emprunt à la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Je ne prendrai pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 21 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) « LES ECUREUILS » - LOTI DU SUD – COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – APPROBATION DU PERIMETRE DU PUP ET DE LA CONVENTION INITIALE DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 21. Il s'agit du PUP « Les Ecureuils », loti du Sud, commune de Prades-le-Lez. Pas de demande d'intervention sur « Les Ecureuils » ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 22 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) « LES LUCIOLES » – GGL AMENAGEMENT – COMMUNE DE COURNONSEC – APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 A LA CONVENTION INITIALE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 22. PUP « Les Lucioles », GGL aménagement, commune de Cournonsec. Pas de question ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 23 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE COURNONTERRAL – AMENAGEMENT DE LA ZAC CANNABE – CONCESSION DE DIVERSES PARCELLES A L'AMENAGEUR

Monsieur le Président

Affaire n° 23. Il s'agit de la commune Cournonterral, aménagement de la ZAC Cannabe, cession de diverses parcelles à l'aménageur. Monsieur Krzyzanski, Monsieur Lévida, Monsieur Tortorici ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

AFFAIRE N° 24 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – AMENAGEMENT DU QUARTIER CAMBACERES – CESSION DU MAS DES BROUSSES

Monsieur le Président

Affaire n° 24. Il s'agit de la commune de Montpellier, aménagement du quartier de Cambacérès et cession du Mas des Brousses. Je ne prendrai pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER EVENTS POUR LE FORUM ENERGAIA DES 11 ET 12 DECEMBRE 2018 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. R. CALVAT](#) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 25. Convention de partenariat entre la Métropole et Montpellier Events pour le Forum EnerGaïa. Monsieur Krzyzanski et Madame Lévy-Rameau ne prennent pas part au vote. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE POUR LE PROJET VIGNE ET VIN LANGUEDOC-ROUSSILLON – PROJET DRIADES – AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 26. Développement économique, enseignement supérieur et recherche, il s'agit du contrat de plan État-Région 2015-2020, c'est l'attribution de subvention à l'Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture pour le projet Vigne et Vin Languedoc-Roussillon, projet DRIADES. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Madame Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – ACTIONS DESIGN 2018 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPLE ET L'ASSOCIATION PULSE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 27. Actions design 2018, convention de partenariat entre la Métropole et l'association PULSE. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – FONDATION ENTREPRENDRE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 28. Fondation Entreprendre de l'Université de Montpellier, attribution de subvention et autorisation de signature que vous présente le Vice-Président Thierry Breyse. Qui demande des précisions ? En sachant que Madame Marion ne prendra pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE EN 2019 – ARTICLE L.3132-26 DU CODE DU TRAVAIL – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire n° 29. Madame Marion vous propose l'ouverture des magasins le dimanche en 2019. Chaque commune a présenté ses souhaits en termes d'ouverture. Ils sont récapitulés dans cette délibération dans le respect de chacun des maires. Est-ce qu'il y a une demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 30 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – SALON DE L'IMMOBILIER ENTREPRISE (SIMI) 2018 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. BODKIN (avec le pouvoir de M. J. MALEK) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 30. Monsieur Pastor traite dans cette affaire du Salon de l'Immobilier Entreprise (SIMI) 2018. Il s'agit de la convention de partenariat entre la Métropole, la SA3M, et la SERM. Monsieur Lévida, Monsieur Krzyzanski, Monsieur Tortorici et moi-même ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Ne prend pas part au vote 4 voix

AFFAIRE N° 31 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – MISSION D'AFFAIRES A HELSINKI (FINLANDE) DU 2 AU 6 DECEMBRE 2018 – PARTICIPATION AU SALON SLUSH – AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Monsieur le Président

Affaire n° 31, toujours Monsieur Pastor. Mission d'affaires à Helsinki du 2 au 6 décembre 2018, participation au salon SLUSH. C'est d'ailleurs pour cela qu'il n'est pas là. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Monsieur le Président

On travaille très bien avec la Finlande. Ce n'est pas pour rien, parce que le Maire d'Helsinki a fait une partie de ses études à Montpellier. C'est un ancien étudiant de Montpellier. Et puis nous avons recruté à la Maison des relations internationales, une directrice de projet qui est finlandaise. Les Finlandais sont formidables. Ils parlent douze langues, ils viennent payer leurs impôts, ils ont Nokia, la marque de téléphone, ils sont forts. Les articles de pêche, eux ils fournissent les cannes, nous les lombrics.

AFFAIRE N° 32 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION – PARCELLE CADASTREE AS N° 467 – SIGNATURE D'UN BAIL CIVIL ENTRE SUPAGRO ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

M. J-M. LUSSERT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 32. Commune Villeneuve-lès-Maguelone, ZAC Charles Martel extension. Madame Guiraud et Madame Marion ne prennent pas part au vote. C'est Monsieur Pastor qui présente. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 33 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – ZAC EUROMEDECINE – CAP GAMMA – REMBOURSEMENT ANTICIPE PAR LA SERM DE DEUX EMPRUNTS ET REFINANCEMENT PAR UN NOUVEL EMPRUNT A CONTRACTER AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 33, toujours Monsieur Pastor. ZAC Euromédecine, Cap Gamma, remboursement anticipé par la SERM de deux emprunts et refinancement par un nouvel emprunt à contracter auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, garantie d'emprunt à la SERM. Monsieur Krzyzanski, Monsieur Lévit, Monsieur Tortorici ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

AFFAIRE N° 34 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 34. Soutien aux manifestations, attribution de subventions. Il y a le colloque Société Régionale de Santé Publique (SRSP) Occitanie « Environnements urbains et Santé » et le Salon de l'Ecologie 2018. Monsieur El Kandoussi, Madame Jannin et Madame Santarelli ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 35 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – CORUM, PALAIS DES CONGRES, OPERA ET ZENITH SUD – EXPOITATON DES EQUIPEMENTS – AVENANT N° 4 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 35. Monsieur Pastor vous propose dans le cadre du Corum, Palais des Congrès Opera et Zénith Sud l'exploitation des équipements, avenant n° 4 à la convention de Délégation de Service Public. C'est la prolongation de la convention. Monsieur Krzyzanski et Madame Lévy-Rameau ne prennent pas part au vote. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION RACINES SUD

Mme P. MIRALLES sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. F. ABERT.

Monsieur le Président

Affaire n° 36. Monsieur Pastor. Attribution de subvention à l'association Racines Sud pour un montant de 7 000 €. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 37 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE GRDF ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIVE AU GAZ NATUREL VEHICULE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 37. Il s'agit de la convention de partenariat entre GRDF et la Métropole relative au gaz naturel pour les véhicules, présentée par la Vice-Présidente Éliane Lloret. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 84 voix*

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2018 - AVENANT N°5 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L'ÉTAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 38. Monsieur Ségura. Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, clôture de l'exercice 2018. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 84 voix*

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT - CONTRAT DE MIXITE SOCIALE - COMMUNE DE FABREGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 39. Contrat de Mixité Sociale, commune de Fabrègues. Toujours Monsieur Ségura. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 84 voix*

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS - RESIDENCE ETUDIANTE « VEYRASSI » - AVENUE DU PIC SAINT-LOUP A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS COMPLEMENTAIRES A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 40. Construction de 152 logements sociaux étudiants, résidence étudiante « Veyrassi », avenue du Pic Saint-Loup. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 83 voix*

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONVENTION CADRE POUR LA SOLVABILISATION DES COPROPRIETAIRES OCCUPANTS LES PLUS MODESTES DE LA COPROPRIETE DES CEVENNES 1 A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 41. Il s'agit de la convention cadre pour la solvabilisation des copropriétaires occupants les plus modestes de la copropriété des Cévennes 1 à Montpellier. Véronique Demon, Chantal Lévy-Rameau, Noël Ségura et Yvon Pellet ne prennent pas part au vote. C'est l'aide que nous apportons aux copropriétaires des Cévennes dans le cadre du dossier ANRU 2 régional. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 80 voix*

Ne prend pas part au vote : 5 voix

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - PROGRAMME OPERATIONNEL DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT DES COPROPRIETES (POPAC) DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - CONVENTION AVEC L'ANAH - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M-H. SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 42. Il s'agit du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) pour lutter contre l'habitat indigne. Il s'agit de la convention avec l'ANAH. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 83 voix*

AFFAIRE N° 43 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTIONS CONCLUES ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE BIONNE ET DE CASTELNAU-LE-LEZ POUR 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 43. Madame Annie Yague vous propose les conventions conclues entre l'État et la Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour 2018. Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 83 voix*

AFFAIRE N° 44 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2018 - PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 44. Attribution de subventions aux associations pour l'année 2018, toujours Madame Yague. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 83 voix*

AFFAIRE N° 45 : PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SAEML SFMA - TARIF GENERAL 2019 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Mme M-H. SANTARELLI, M. A. LARUE et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.
Mme E. LLORET, M. P. BONNAL et M. T. BREYSSE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 45. Monsieur Jaoul vous propose la Délégation de Service Public (DSP) pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium. Mademoiselle Bodkin, Monsieur Dudieuzère, Madame Lévy-Rameau, Madame Lloret, Madame Yague, Monsieur Yousseus, Monsieur Martin et Monsieur Véra ne prennent pas part au vote. Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues, par délibération n° 12578 du 30 octobre 2014, le Conseil d'Agglomération, devenu Conseil de Métropole, a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public. L'article 22, « dispositions tarifaires de la Convention de Délégation de Service Public », entrée en vigueur

le 1^{er} janvier 2015, rappelle que les tarifs pour les prestations résultent de l'application de la convention et sont définis par délibération de l'autorité délégante, sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs au service funéraire. Sur l'évolution des tarifs relatifs aux services extérieurs des pompes funèbres et du crématorium, il est proposé, cette année de nouveau, de ne pas augmenter le tarif général 2019. Ce qui est important de relever, c'est que nous serions en droit de proposer chaque année une augmentation dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE, et nous pourrions même la charger de 2 % en cas d'évolution normative lourde, comme par exemple les filtrations des fumées des fours crématoires. Or, pour la troisième année consécutive, 2017, 2018 et 2019, il n'y aura pas de hausse des tarifs des services funéraires. Nous apportons simplement des aménagements, des prestations complémentaires ou des fournitures complémentaires.

La société, selon une étude Xerfi, est la dix-septième entreprise de France en service funéraire et la cinquième en termes de chiffre d'affaires. Au regard des très bons résultats de la société, nous allons pouvoir investir dans les années à venir. Il y a donc, vous l'avez rappelé dernièrement, Monsieur le Président, ce projet de cimetière métropolitain que nous allons sortir en 2019. Nous ajouterons à ce cimetière métropolitain, qui sera contre le complexe funéraire, une salle de cérémonie supplémentaire, une salle de convivialité supplémentaire pour les familles, et six salons de plus pour accueillir les défunts. Cela nous permettrait d'absorber les pics d'activité, car actuellement nous avons treize salons : douze plus un salon d'honneur. Pour le moment, cela fonctionne bien, mais lorsque nous avons des pics de décès importants, nous sommes limites. Voilà pourquoi nous allons certainement privilégier ces aménagements d'extension. Nous attendons le retour des bureaux d'études. Nous avons aussi implanté un troisième appareil de crémation. Ces appareils de crémation sont en capacité aujourd'hui d'accueillir des cercueils volumineux pour personnes à forte corpulence, cela n'est pas le cas de tous les services funéraires.

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'Administration de la SAEML, réuni en séance le 25 septembre 2018, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2019. Au regard du niveau actuel de la tarification actuelle des prestations, des fournitures et du résultat du dernier exercice de la société, pour la troisième année consécutive, je vous propose de ne pas augmenter le tarif général 2019 des services funéraires. Sur la modification de la grille tarifaire, je vous propose d'approuver les ajustements proposés par le délégataire, à savoir que l'architecture du tarif a fait l'objet d'adaptations opérationnelles par l'ajout de cinq nouveaux libellés de facturation. Nous proposons désormais aux familles un cercueil « Opéra » en tilleul massif laqué blanc. C'est une demande depuis le décès de Monsieur Jean-Philippe Smet : de nombreuses familles nous font la demande d'un cercueil blanc. Sont aussi proposés la fourniture et la pose d'insignes ou croix de repères pour sépultures pleine terre, des véhicules d'accompagnement avec chauffeur pour accompagner les familles, le creusement et le comblement des concessions pour l'inhumation des urnes, le polissage de la porte des columbariums et le polissage des lettres gravées. Le tarif spécifique réservé aux collectivités en cas de décès de personnes indigentes est également maintenu à son prix le plus bas sans aucune augmentation. Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que je voulais vous dire ce soir sur cette société, dont je salue, à mes côtés, la présidente Annie Yague, qui s'investit particulièrement sur ce service que nous apportons aux familles. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Jaoul. Je remercie Madame Yague, vous-même, Monsieur Alain Pouget, directeur, et l'ensemble des équipes qui font un travail au plus près des familles dans des conditions douloureuses et qui demande beaucoup de subtilité, d'écoute et de discernement. C'est un métier difficile et je les remercie pour la chaleur qu'ils apportent aux familles, car c'est souvent complexe. Je les remercie de leur disponibilité également. Qui demande la parole ? Vous avez donc compris, nous n'augmentons pas les tarifs, nous les laissons au même niveau. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Hervé MARTIN, M. Joël VERA, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

AFFAIRE N° 46 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX ET DES BATIMENTS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 46. Montpellier Méditerranée Métropole et ville de Montpellier, création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE - MAINTIEN EN CAS DE CONGES POUR INDISPONIBILITE PHYSIQUE - MODIFICATION

Monsieur le Président

Affaire n° 47. Régime indemnitaire, maintien en cas de congés pour indisponibilité physique. Qui veut des précisions auprès du rapporteur Madame Illaire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 48. Modification du tableau des emplois et des effectifs. Souhaitez-vous poser des questions à Madame Illaire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 49 : ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX - PROJET PIA « SCOPE OCCITANIE » - APPEL A PROJETS « DEVELOPPEMENT DE L'OPEN DATA DANS LES TERRITOIRES » - CONVENTION DE PARTENARIAT

M. T. BREYSSE, Mme E. LLORET et Mme M. BODKIN (avec le pouvoir de M. J. MALEK) entrent en séance.

M. Y. PELLET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 49. Madame Isabelle Guiraud vous propose un appel à projets PIA « SCOPE Occitanie » pour le développement de l'Open Data dans les territoires. Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

Il s'agit d'une convention de partenariat à signer pour la création d'un hub de la commande publique. C'est un projet extrêmement intéressant. Il s'inscrit dans le programme d'investissement d'avenir. Cette idée est de développer un hub de la commande publique, c'est un espace qui proposera en un point unique dématérialisé la diffusion et l'échange d'informations relatives aux marchés publics des acheteurs publics en Région Occitanie. Cette plateforme a pour ambition de concentrer en un lieu unique des informations, actuellement disponibles, mais sur des sources éparées et très nombreuses. Le but est d'ouvrir et de réutiliser un socle de données locales consolidé, pour stimuler leur diffusion et provoquer les échanges entre acheteurs, entreprises et citoyens au bénéfice d'une meilleure efficacité de la dépense publique et d'une plus grande facilité d'accès pour les PME aux marchés publics. C'est un projet que je trouve important pour nous, collectivités, parce que cela permettra à toutes ces petites entreprises de pouvoir entrer sur ces marchés publics qui, aujourd'hui, leur restent relativement fermés, notamment parce qu'ils doivent passer par des plateformes qui sont payantes. Nous proposons donc d'y participer pour la modique somme de 10 000 €, Président.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud, et je me félicite des bonnes relations que nous nourrissons sur ce dossier avec la Région Occitanie, avec le Département de Haute-Garonne, avec la Métropole toulousaine. C'est pour proposer aux entreprises une plate-forme qui leur permettra de faire davantage d'affaires. C'est tout simple. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 50 : ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LES SOCIETES PELLENC, JARDINS ET PELOUSES, KUBOTA EUROPE ET ROUSSEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 50. Protocole transactionnel avec les sociétés Pellenc, Jardins et Pelouses, Kubota Europe et Rousseau. Qui demande des précisions à Isabelle Guiraud ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 51 : CULTURE - ADHESION A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU MECENAT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (ADMICAL) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 51. Madame Lloret, représentant Bernard Travier, excusé, vous propose d'adhérer à l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL). Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 52 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSEE DES BEAUX-ARTS DU CANADA RELATIVE A LA PRESENTATION DE L'EXPOSITION ITINERANTE « LE CANADA ET L'IMPRESSIONNISME » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. BUONO et Mme A. YAGUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 52. Musée Fabre, convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts du Canada relative à la présentation de l'exposition itinérante « Le Canada et l'Impressionnisme ». Et nous serons, je parle sous le contrôle de Michel Hilaire ici présent, la première ville en Europe à recevoir cette exposition. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 53 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER (OONM) POUR L'ORGANISATION D'ACTIONS PEDAGOGIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 53. Conservatoire à Rayonnement Régional, convention de partenariat avec l'Opéra Orchestre pour l'organisation d'actions pédagogiques. Monsieur Barral, Monsieur Cousquer, Madame Lévy-Rameau, Madame Marsala, Madame Pérez et Monsieur Travier ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

AFFAIRE N° 54 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL, CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P. RICO sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 54. Conservatoire à Rayonnement Régional, convention de partenariat avec l'Institut Chorégraphique International, Centre Chorégraphique National de Montpellier. Bernard Travier ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 55 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM) POUR L'ORGANISATION DE MASTER-CLASS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 55. Toujours le Conservatoire, convention de partenariat avec Centre International de Musiques Médiévales (CIMM), pour l'organisation de master-class. Pas de demande d'intervention ? La viole de gambe, la vielle à roue, la harpe celtique, le flûtiau, ça n'intéresse personne. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 56 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION BEAUX-ARTS MUSIQUES POUR L'ORGANISATION D'ACTIONS PEDAGOGIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 56. Conservatoire à Rayonnement Régional, convention de partenariat avec l'association Beaux-Arts Musiques pour l'organisation d'actions pédagogiques. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 57 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - AFFECTATION DE FONDS DE CONCOURS ET SUBVENTIONS AUX ECOLES ASSOCIEES - CONVENTIONS - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 57. Conservatoire à Rayonnement Régional, affectation de fonds de concours et subventions aux écoles associées. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

**AFFAIRE N° 58 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE -
CONVENTION DE COOPERATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMEDIA
AVEC LA COMMUNE DE JACOU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire n° 58. Direction des médiathèques et du livre, convention de coopération pour la mise en place du passeport multimédia avec la commune de Jacou. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

**AFFAIRE N° 59 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE -
CONVENTION DE COOPERATION AVEC L'ASSOCIATION SERVICE D'ORIENTATION ET
DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE (SOMIS) POUR LE MAINTIEN D'UNE
PERMANENCE HEBDOMADAIRE D'ECRIVAIN PUBLIC A LA MEDIATHEQUE JEAN-
JACQUES ROUSSEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. E. PETIT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 59. Direction des médiathèques et du livre, convention de coopération avec l'association Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale (SOMIS), pour le maintien d'une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, que nous avons rouverte, il y a quelques jours.

Je me suis un peu énervé le jour de l'inauguration, parce que sur les dossiers de presse, le coût des travaux était de 740 000 € et quand je suis arrivé il y avait un panneau indiquant 850 000 €. Les deux chiffres sont bons. Mais le 850 000 € intègre les frais de chauffage, qui n'étaient pas intégrés dans le premier. Le montant global des travaux est bien celui qui était sur l'affichage.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

**AFFAIRE N° 60 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE -
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PAR L'ETAT DE DEUX CONSERVATEURS DES
BIBLIOTHEQUES AU PROFIT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire n° 60. Convention de mise à disposition par l'Etat de deux conservateurs des bibliothèques au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - PRISE EN
CHARGE DES FRAIS LIES AUX RESIDENCES DE CREATION LITTERAIRE - DEMANDES DE
SUBVENTIONS – APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire n° 61. Direction des médiathèques et du livre. Il n'y en a que pour vous ce soir Monsieur Gudin de Vallerin. Prise en charge des frais liés aux résidences de création littéraire. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 62 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE COOPERATION AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE BIBRACTE POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION « TORQUES ET COMPAGNIE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. BOUALLAGA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 62. Site archéologique Lattara, musée Henri Prades, convention de coopération avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle Bibracte pour l'organisation de l'exposition « Torques et compagnie ». Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 63 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 63. Toujours Lattara, il s'agit de demandes de subventions. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 64 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE LIVE NATION FRANCE FESTIVALS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU FESTIVAL « I LOVE TECHNO 2018 » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. BUONO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 64. Convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals dans le cadre de l'organisation du festival « I Love Techno 2018 ». 95 000 €. Je serai présent à « I Love Techno » le soir. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION - DEPLACEMENT D'UNE DELEGATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU TIRAGE AU SORT DE LA COUPE DU MONDE FEMININE DE LA FIFA, FRANCE 2019 - LE 8 DECEMBRE 2018 - MANDAT SPECIAL - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT - APPROBATION

M. R. CALVAT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 65. Déplacement d'une délégation de Montpellier Méditerranée Métropole au tirage au sort de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA, France 2019, ce samedi à Paris. Nous sommes conviés au tirage au sort avec les autres villes hôtes. Il y a sept villes ? Sept ou onze ? Jean-Luc, il y a combien de villes ? Sept ou onze ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Neuf ? Ça a changé. Je vous explique pourquoi : au début, il y en avait beaucoup, et maintenant il y en a moins. Donc il y a neuf villes hôtes, et dans le Sud, il n'y en a que deux : Nice et Montpellier. Marseille,

Bordeaux, Nantes n'y sont pas. A Nantes, le YelloPark ne sera pas fini... Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 66. Associations et clubs sportifs, affectation de subventions. Qui veut des précisions auprès de son rapporteur Jean-Luc Meissonnier ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 67 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES - LANCEMENT D'UNE ETUDE RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE DOSSIERS DE CANDIDATURE POUR LES SITES D'ACCUEIL DES DELEGATIONS SPORTIVES AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES PARIS 2024 - APPROBATION

M. P. BONNAL, M. R. CALVAT, M.Y. PELLET, M. C. COUR (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE), Mme S. BOUALLAGA et Mme A. YAGUE entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 67. Partenariat entre la Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, pour le lancement d'une étude relative à la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques de Paris 2024. Monsieur Meissonnier. Ça, c'est de la coopération aussi, comme tout à l'heure avec la plateforme de Madame Guiraud.

Jean-Luc MEISSONNIER

Comme vous l'avez si bien dit, Monsieur le Président, il s'agit d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses. Il s'agit de lancer une étude relative à la mise en œuvre d'un dossier de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. C'est donc le lancement d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, en vue de la passation d'un marché commun d'assistance, de suivi et de mise en œuvre des candidatures pour l'accueil des délégations sportives nationales aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Il s'agit d'établir un diagnostic des écosystèmes sportifs de chacun des territoires, de définir les opportunités et les atouts de chacun des territoires, dans la perspective d'une candidature commune ou de candidatures séparées. Nous proposerons aussi, et nous l'adapterons, la ou les dossiers de candidature conformément au cahier des charges rédigé par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, c'est juste un problème technique : l'affaire 67, nous sommes plusieurs à ne pas l'avoir dans le téléchargement. Je voulais savoir si c'était un problème lorsque nous avons téléchargé, ou est-ce que ?...

Monsieur le Président

Moi je l'ai sur le papier.

Joël RAYMOND

Je parle bien de manière informatique, pas sur le papier.

Monsieur le Président

C'est qu'il y a un problème, technique.

Joël RAYMOND

Les autres conseillers l'ont et pas moi ?

Monsieur le Président

Je ne sais pas.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Oui, elle a été omise. Le scan n'a pas fonctionné.

Jean-Luc MEISSONNIER

Joël, tu es quand même un porte-partenariat.

Monsieur le Président

Affaire n° 67, je remets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 68 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RESEAU DES PISCINES - OPERATION TELETHON 2018 A LA PISCINE LES NEREÏDES - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 68. Réseau des piscines, opération Téléthon 2018 à la piscine Les Néréïdes, convention entre la Métropole et l'Association Française contre les Myopathies. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 69 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONVENTION TRIPARTITE DE GESTION DU DOMAINE TERRESTRE ET MARITIME DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL - SITE ETANG DU MEJEAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. E. PETIT, M. J-P. RICO et Mme C. LEVY-RAMEAU entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 69. Monsieur Lussert vous propose la convention tripartite de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral, site Etang du Méjean. Monsieur Lussert, un mot s'il vous plaît.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, trois affaires qui sont liées à la commune de Lattes. Cette première affaire est une convention que je qualifierais de « chapeau », à savoir que le site du Méjean, le Conservatoire du Littoral, dès 1980 avait lancé des acquisitions foncières et possède donc aujourd'hui 160 hectares. La commune de Lattes a créé en 1993 la Maison de la Nature. Depuis le 1^{er} janvier, la Métropole étant compétente pour la GEMAPI, ceci demande une nouvelle convention tripartite entre le Conservatoire du Littoral, la commune de Lattes et la Métropole.

Les obligations respectives de chacun. Pour le Conservatoire du Littoral, ce sont plutôt les obligations du propriétaire : s'acquitter des impôts, des charges foncières, arrêter les travaux d'aménagement et les travaux nécessaires à la préservation du site et à sa réhabilitation et contrôler la bonne gestion sur l'application de la présente convention et du plan de gestion. Les obligations de la commune de Lattes portent sur la coordination générale, le recrutement et la gestion du personnel, l'accueil du public, les actions d'animation au niveau du

grand public, des scolaires et le maintien de la biodiversité et des activités traditionnelles. Les missions qui incombent à la Métropole, cela ne veut pas dire que c'est elle qui va les accomplir, sont l'entretien des édifices pour la protection contre les inondations, la restauration et la protection des systèmes de crue, la protection et conservation des eaux superficielles et souterraines, ainsi que la mise en place et l'exploitation du dispositif de surveillance des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Un Comité de Gestion se réunira chaque année afin de procéder à l'évaluation de la gestion en question. La convention est signée pour six années et renouvelable une fois. C'est la convention « chapeau », et il y a des conventions particulières qui sont les affaires suivantes.

Monsieur le Président

C'est parfait. C'est très clair. Qui demande la parole ? Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, Jean-Marc vous l'a expliqué, les trois affaires sont liées : la 69, la 70 et la 71. Elles nous mettent en compétence conjointe et surtout elles établissent les règles de fonctionnement sur l'étang du Méjean, site que vous connaissez tous avec la Maison de la Nature et les différentes activités et usages qui se passent sur ce lieu, avec une propriété en grande partie détenue par le Conservatoire du Littoral. On peut se féliciter du maintien de cet espace naturel. Je rappelle que ce n'est pas un parc de loisirs, ni un parc public dans lequel on va se promener de façon inconsciente. C'est un lieu où l'on protège le biotope et l'ensemble de notre environnement.

La loi GEMAPI était compliquée, elle n'est ni faite ni à faire, je l'ai déjà dit plusieurs fois. Il a fallu tout le génie de nos services, en particulier des services de la Métropole, du SYBLE, de la commune de Lattes, afin de trouver des règles de fonctionnement qui puissent répondre aux exigences de la loi, par rapport aux responsabilités que chacun d'entre nous, Métropole, Conservatoire et commune de Lattes, prend et de pouvoir essayer d'avoir la meilleure efficacité possible quant à l'entretien de ce site, et à ses différentes utilisations, qu'elles soient liées aux inondations ou au maintien du biotope. Donc merci aux services, merci à Philippe Renaud, juridiquement parlant, et à l'ensemble des services de la Métropole, de la commune et du SYBLE d'avoir travaillé de façon conjointe et assez rapidement, même si cela nous a paru un peu long, pour trouver les bons systèmes de fonctionnement dans le cadre de cette loi qui, je le répète, n'est ni faite ni à faire. Merci à vous.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, je me félicite de la bonne entente des élus sur ce dossier. Vous d'abord, en tant que Maire de Lattes, le Vice-Président Jean-Marc Lussert, le Conservatoire et puis nous aussi. Parce qu'avec tout ce que vous avez raconté sur la GEMAPI, nous arrivons à un résultat formidable, partagé par la ville de Lattes, par son Maire, son Conseil Municipal. Tous les Lattois réunis en cohorte seront heureux d'apprendre que la négociation a été positive avec la Métropole. D'ailleurs je vais proposer qu'un tweet soit fait, qu'un *Te Deum* soit chanté.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous savez quand le *Te Deum* était chanté au XVIII^e siècle, Madame Jabado ? C'est quand on gagnait des batailles. Moi j'ai deux solutions, j'hésite entre deux à chaque fois : chanter le *Te Deum* ou chanter *La Carmagnole*, l'un ou l'autre.

Jacques DOMERGUE

En ce moment *La Carmagnole*...

Monsieur le Président

Oui, c'est tendance. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je vous propose que nous chantions les deux. Le *Te Deum* parce que lorsque les communes et la Métropole travaillent dans le même sens, nous y arrivons. Et *La Carmagnole*, parce que face à cette loi qui n'est ni faite ni à faire, nous nous en sommes sortis. Je pense donc qu'on est, au niveau de la base, plus intelligents que

certaines qui pendent des lois qui n'ont pas de sens. Merci.

Monsieur le Président

La loi GEMAPI a été faite par l'ancien Gouvernement. Vous le savez. Je n'en rajoute pas sur l'ancien Gouvernement, ce sont des amis. Ce sont de bons camarades. Contre ? Abstention ? C'est beau. Reconnaissons la beauté du monde par moments.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 70 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE LATTES - GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS - CONVENTION DE GESTION DU SITE DE L'ETANG DU MEJEAN - APPROBATION

Mme V. BARTHAS-ORSAL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 70. Il s'agit de la Convention. Monsieur Meunier, sur la 70 ? Vous voulez intervenir ?

Cyril MEUNIER

C'est la même chose. C'est la convention tripartite. On vous l'a expliqué avec Jean-Marc. La seule chose que je voulais préciser à tout le monde ici, parce que vous avez rendu hommage aux Lattois qui marchent en cohorte, et je vous en remercie, c'est que cela fait des années que les uns et les autres, et vous êtes les bienvenus, viennent utiliser l'étang du Méjean à des fins de promenade, de connaissance de la nature, etc. Cela faisait des années que la commune de Lattes vous offrait cet espace et l'ensemble de ces services gratuitement, puisque c'était les Lattois qui vous les offraient, et nous en avons été ravis pendant des années. Maintenant nous allons bénéficier, je l'espère, d'aide financière de la Métropole, parce que cela nous coûtait un bras. Merci.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, si vous le permettez ?

Monsieur le Président

Monsieur Lussert. Allez-y.

Jean-Marc LUSSERT

C'est effectivement une convention bipartite sur la façon de gérer le site de l'étang du Méjean, comme vient de le dire Monsieur le Maire. Effectivement, cela va coûter et ça a coûté 54 000 € par an. La Métropole va les prendre à sa charge.

Monsieur le Président

Cela vaut bien un *Te Deum*. Merci d'avoir donné cette précision indispensable à la compréhension de la résolution de ce dossier. Monsieur Meunier ?

Cyril MEUNIER

Pour que je sois précis, car dans la GEMAPI il n'y a pas l'accueil du public, les mesures pédagogiques, etc. À la commune de Lattes, cela coûte à peu près 500 000 € par an. Mais 50 000 €, c'est déjà bien, merci.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

C'est maintenant pris en charge par la Métropole, mais il faut savoir qu'il va falloir, au grand désespoir de Max Lévi, augmenter chaque année les budgets d'entretien et de réparation parce que l'étang du Méjean est de plus en plus habité par les sangliers qui n'ont pas réussi à être éradiqués les années passées. Il faut s'attendre à engager un plus gros budget, et ce n'est pas mon ami Cyril Meunier, le Maire de Lattes, qui me contredira.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 71 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE LATTES - GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS ET DES COURS D'EAU - CONVENTION D'ENTRETIEN – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 71. Commune de Lattes, gestion des ouvrages de protection contre les inondations et des cours d'eau, 135 000 €, compétence GEMAPI. Mais c'est bon finalement cette GEMAPI, vous auriez dû la voter. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU BRUTE - EXTENSION DU RESEAU D'IRRIGATION AGRICOLE SUR LA COMMUNE DE CASTRIES DANS LES SECTEURS DE MALRIVES, CADENET ET MAS NAU - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE ET LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. BARTHAS-ORSAL entre en séance.

Mme R. ILLAIRE, M. G. LANNELONGUE et M. A. LARUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 72. Eau brute, extension du réseau d'irrigation agricole pour la commune de Castries dans les secteurs de Malrives, Cadenet et Mas Nau. Convention technique et financière avec le Syndicat mixte Garrigues Campagne et la Régie des Eaux de Montpellier. Monsieur Breysse, Madame Clarac, Monsieur Dudieuzère, Monsieur El Kandoussi, Madame Fourcade, Madame Galabrun-Boulbes, Madame Illaire, Monsieur Jaoul, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Monsieur Meissionnier, Monsieur Pastor, Madame Roussel-Galania, Monsieur Savy, Monsieur Balazun, Monsieur Calvat, Madame Donada, Monsieur Moynier, Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. En reste-t-il ? Qui veut prendre la parole ? Monsieur Raymond, puis Monsieur Rouilleault.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me félicite de cette convention entre ces différents collectivités et syndicats pour apporter de l'eau brute dans un secteur qui est régulièrement mis en souffrance par les sécheresses répétitives, et cela rejoint ce que disait ma collègue Madame Touzard tout à l'heure par rapport à la viticulture. Je me félicite donc que des agriculteurs puissent bénéficier de cette eau. J'aurais juste une question. Il avait été proposé de réaliser un schéma directeur d'aménagement et d'eau brute sur la Métropole. Je voudrais savoir où en est ce schéma ? Et quand nous pourrons compter dessus, afin que les territoires qui ne sont pas, aujourd'hui, desservis par l'eau, notamment du Bas-Rhône puissent en bénéficier ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Là aussi, j'apprécie beaucoup votre intervention Monsieur le Maire de Montaud. Vous rendez hommage à l'excellent travail du Vice-Président, cela me satisfait pleinement. Cela sera au budget primitif 2019. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

C'est juste pour rajouter un petit peu de travail. Il est question de l'eau brute dans cette résolution-là, mais en ce qui concerne l'eau potable, il y a aussi à réfléchir sur l'avenir de la coopération entre la Régie des Eaux et le Syndicat Garrigues Campagne, puisque la convention pluriannuelle qui est de l'ordre de 15 à 20 ans arrive à finalité en 2020. Il faut donc que dans l'année qui vient, en 2019, nous nous préoccupions très sérieusement

de cette question, en fonction du bilan de la Régie de l'Eau. N'y a-t-il pas de nouvelles relations à créer avec le Syndicat Garrigues Campagne, dont je rappelle qu'il est pour partie sur le territoire de la Métropole, et pour partie en dehors, et que la commune de Castelnau-le-Lez est à la fois un gros producteur d'eau et un gros consommateur compte-tenu de la population.

Monsieur le Président

Oui Monsieur Rouilleault, nous sommes en discussion avec Garrigues Campagne et avec son Président, le Maire d'Assas, Jacques Grau. Nous avons d'excellentes relations avec eux, donc nous tenons à les conserver. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Ne prend pas part au vote : 18 voix

AFFAIRE N° 73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ASSAINISSEMENT - MAERA - COMITE DE SUIVI MAERA - MODIFICATION DE LA COMPOSITION - APPROBATION

Mme R. ILLAIRE, M. A. LARUE et M. G. LANNELONGUE entrent en séance.

M. J-F. AUDRIN sort de séance.

M. E. PENSO sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. R. CALVAT.

Monsieur le Président

Affaire n° 73. Assainissement, MAERA, Comité de suivi MAERA, modification de la composition. Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Nous avons réuni ce Comité l'année dernière au mois de janvier. Aujourd'hui, il faut le dépoussiérer. Le SIEL, comme nous venons d'en parler, va bientôt prendre fin au mois de décembre. Dans ce Comité, avait été oubliée la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et elle sera bien rajoutée à l'intérieur. Et nous avons une demande de l'Agence Française de la Biodiversité qui veut aussi en faire partie. Ce sera donc, bien sûr, avec un grand plaisir que nous élargirons ce Comité de MAERA, qui aura lieu en début d'année 2019.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier et Monsieur Revol.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chère Jackie, comme tu l'as dit, nous nous sommes réunis en janvier de l'année dernière, depuis nous ne nous sommes pas réunis, ce qui est un peu dommage pour un Comité de suivi. Il serait donc bon que l'on nous dise où nous en sommes, d'autant que la commune de Lattes ne siégeant pas à la Commission d'Appel d'Offres, nous voudrions savoir où nous en sommes de MAERA. C'est une demande constante des riverains, c'est une demande environnementale importante, puisque vous savez les conséquences à chaque fois que nous avons des gros coups d'eau : nous repolluons le Lez. Alors que l'objectif est de sortir un maximum de ces coups de tabac qui nous obligent à déverser directement les eaux usées dans le Lez car la station est sous-dimensionnée et ses équipements mal adaptés. Le projet qui a été établi est, dans son cahier des charges, plutôt celui que nous souhaitons, mais nous souhaiterions savoir où nous en sommes de la mise en œuvre de l'appel d'offres et des réponses des candidats.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Oui, je vais d'abord écouter René, je suppose ?

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

René REVOL

En lisant cette délibération en détail, vous écrivez qu'il convient de supprimer la représentation de l'Observatoire de l'Eau. Je crois que le moment vient, Monsieur le Président, d'informer cette Assemblée de la démission du Bureau de l'Observatoire de l'Eau et de la mise en sommeil de cette structure de participation citoyenne que nous avons mise en place, en votre présence, le 22 mars 2017. Je regrette cette extinction de l'Observatoire de l'Eau et de cette structure indépendante. Comme nous n'en avons pas parlé jusqu'à maintenant, et que ce n'était dans aucune délibération, elle est citée ici : j'imagine que si l'on supprime leur représentation, c'est que l'Observatoire de l'Eau n'existe plus.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Tout à fait. Cette information date d'au moins six mois. Il est vrai que c'était très lourd à gérer et que cela demandait beaucoup de travail pour les services de la Métropole, donc nous avons préféré arrêter et travailler autrement pour avoir des renseignements tout autour de nous. Quant au délai de MAERA, cela avance. La première phase, la réunion de concertation a eu lieu en mai 2018, un dépôt de dossier d'autorisation a été fait au mois de mai suivi d'enquêtes en 2018 et en 2019. Le choix des candidats a été fait, ils ont reçu le courrier disant que quatre groupements ont été choisis. On connaît les trois plus gros pour les citer : Saur, Veolia, et Suez qui font chacun partie d'un groupe, plus un groupe espagnol. Les quatre groupes ont été choisis, ils ont reçu les documents, ils ont six mois pour y répondre et nous rentrons donc dans des délais normaux.

Monsieur le Président

Merci Madame Galabrun. Et en parlant de la Régie publique de l'Eau, et sans vouloir déflorer plusieurs sujets, je voudrais avoir une pensée pour mon ami Alain Guilbot qui faisait partie du Conseil d'Administration, ancien Maire de Murles, qui nous a quitté il y a trois semaines. Je lui avais demandé d'entrer *ex abrupto* dans le Conseil, et il avait accepté. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Donc quel est le mois de dépôt et d'analyse des offres, Jackie, s'il te plaît ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

Il faut compter presque jusqu'au milieu de l'année prochaine. Puisqu'il va y avoir des allers-retours, puisque les services vont travailler dessus, après cela nous sera présenté.

Cyril MEUNIER

Donc un choix à l'automne 2019, et un début de travaux grosso modo fin 2020 ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

On a peut-être perdu six mois grand maximum. Il y avait une enquête au tout début qui avait été demandée.

Cyril MEUNIER

Encore une fois, c'est une demande d'information, ce n'est guère plus. Il n'y a aucun jugement, je demande juste où on en est.

Monsieur le Président

Non, mais ce n'est pas ça, tout ce qui concerne les appels d'offres et les parcours administratifs de ces dossiers, il me semble qu'on pourrait éviter d'en parler publiquement. Non pas que ce ne soit pas transparent, mais parce qu'il y a des règles en termes d'équité avec les candidats qui exigent une certaine neutralité.

Cyril MEUNIER

Ce n'était à aucun moment une remise en cause de la procédure. C'était juste une information pour les délais, parce que les gens attendent.

Monsieur le Président

Je me mets à la place des Montpelliérains qui nous regardent, et le Maire de Lattes qui pose la question à la première Vice-Présidente en disant « c'est quand les appels d'offres ? » Je n'ai pas l'esprit mal tourné, mais il y en a peut-être qui l'ont. Je vous demande donc sur tout ce qui concerne les procédures administratives de respecter profondément le Code des marchés publics, et donc de ne pas aborder ces sujets en séance publique,

c'est interdit. Cela nuit à l'équité de l'ensemble des entreprises qui soumissionnent. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 74 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET CITEO POUR LA REALISATION D'OPERATIONS DE SENSIBILISATION EN PORTE-A-PORTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 74. Convention de partenariat entre la Métropole et Citeo pour la réalisation d'opérations de sensibilisation en porte-à-porte. Ce n'est pas le PS au moins, pour le porte-à-porte ? Ça va alors. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 75 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE RESTINCLIERES, LATTES ET JACOU - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 75. Convention de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Restinclières, Lattes, Jacou, Villeneuve-lès-Maguelone. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 76 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE TELECOMMUNICATION SUR LES COMMUNES DE GRABELS ET SAINT JEAN DE VEDAS - TRAVAUX DE RENOVATION ET D'AMELIORATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE PRADES-LE-LEZ, CLAPIERS ET JACOU - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE- AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. J-F. AUDRIN entre en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 76. Programmation 2018, travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication sur les communes de Grabels et Saint Jean de Védas. Travaux de rénovation et d'amélioration de l'éclairage public sur les communes de Prades-le-Lez, Clapiers et Jacou. Monsieur Alauzet, Madame Dasylda, Madame Guiraud, Madame Illaire, Madame Jannin, Monsieur Jaoul, Monsieur Krzyzanski, Madame Lévy-Rameau, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Monsieur Meissonnier et Madame Miralles ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION A L'OCCASION DE LA 15EME FETE DES VIGNES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 77. Monsieur El Kandoussi vous propose la convention entre la Métropole et l'association Ensemble contre le sida, Sidaction, à l'occasion de la 15^{ème} Fête des Vignes. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - ACTUALISATION DES REPRESENTANTS - ORGANISMES INTERNES ET EXTERNES - DESIGNATIONS

Monsieur le Président

Affaire n° 78. Actualisation des représentants dans les organismes internes et externes. Il est proposé la désignation de Madame Valérie Daveneau, nouvelle directrice de l'EPIC du Domaine d'O. La désignation d'un représentant de la Métropole au sein de la société IRDI SORIDEC, nous vous proposons la candidature de Gérard Lannelongue. La désignation d'un représentant au Conseil d'Administration de Montpellier Danse, en personnalité qualifiée, nous présentons la candidature de Madame Béatrice Bakhouch, Professeur émérite à l'Université Paul Valéry de Montpellier, à la suite de la démission de Madame Fanette Debernard. Contre ? Abstention ?

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SAEML MONTPELLIER EVENTS - REDUCTION DU CAPITAL - MODIFICATION STATUTAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 79. Organismes extérieurs, SAEML Montpellier Events, réduction du capital dans le cadre des accords que nous passons avec la Région. Monsieur Krzyzanski et Madame Lévy-Rameau ne prennent pas part au vote. Madame Brissaud a demandé la parole.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, c'est une demande de précision. Les déficits accumulés par Montpellier Events depuis 2010 vous amènent aujourd'hui à proposer un vote actant ces déficits et ayant pour conséquence directe la chute des actions de Montpellier Events. Nous passons en effet de 163 € par action à 70 € par action, ce qui fait quasiment 60 % de chute, soit une perte de 7,476 millions d'euros. Pouvez-vous nous apporter des précisions ? Surtout concernant l'intérêt d'avoir deux structures, c'est-à-dire Montpellier Events qui gérerait le Corum et le Zénith, et Occitanie Events qui, d'après ce que j'ai pu entendre, gérerait le Parc Expo et l'Aréna. Est-ce que c'est pour une meilleure gestion ? Est-ce qu'on peut espérer avoir moins de déficit ? Est-ce que vous avez un prévisionnel qui nous permette d'avoir cet espoir et, après huit ans de déficit, passer à quelque chose d'un peu plus sain ? Ou est-ce que c'est juste une façon d'assainir les comptes de façon temporaire ?

Monsieur le Président

Madame Brissaud, vous connaissez...

Anne BRISSAUD

Vous allez me dire que je n'ai pas compris, c'est ça ?

Monsieur le Président

Non, vous ne connaissez pas le dossier, c'est grave. Parce que je l'ai déjà une expliqué trois fois ici. Mais je vais vous l'expliquer une quatrième fois, avec un immense plaisir.

Anne BRISSAUD

Eclairez-moi.

Monsieur le Président

Allez-y, je vais vous éclairer.

Anne BRISSAUD

Enfin, moi et les Montpelliérains que je représente.

Monsieur le Président

Les Montpelliérains, ils le savent, ça fait longtemps qu'ils le savent. Parce qu'ils lisent la presse, tout a été écrit.

Anne BRISSAUD

Justement, donnez-nous votre interprétation de la situation.

Monsieur le Président

On va repartir du début. Nous arrivons en fin de DSP à Montpellier Events. Qu'y a-t-il comme structures dans Montpellier Events ? Il y a le Parc Expo, l'Aréna, le Zénith et le Corum. La Région est propriétaire du Parc Expo et de l'Aréna. La Métropole est propriétaire du Zénith et du Corum. Le Zénith et le Corum sont bénéficiaires, l'Aréna et le Parc Expo étaient déficitaires. Il y avait besoin de beaucoup de travaux. Cela avait été installé de cette façon lorsque Georges Frêche était à la fois Président de l'Agglomération et Président de la Région ; il présidait les deux. Il y avait une Société d'Economie Mixte (SEM), qui recouvrait tout cela, Montpellier Events. Il se trouve qu'aujourd'hui, ce n'est pas la même personne qui préside la Métropole et la Région. Donc, la Région a voulu reprendre ses billes. Nous avons proposé deux SPL. D'abord une unique, avec quatre structures, à la fin de la DSP. Ensuite avec la Région, nous nous étions entendus sur deux SPL : une régionale où nous aurions la minorité de blocage et une métropolitaine où ils auraient la minorité de blocage, tout cela pour ne pas séparer les quatre structures qui travaillent ensemble, et le personnel. Il se trouve qu'en cours de parcours, la Région a changé d'avis et a souhaité faire de façon séparée la SPL Occitanie et nous proposer un GIE en-dessous des deux structures qui gère les affaires courantes. Nous, nous avons le choix ou bien de garder Montpellier Events ou de faire une SPL. Nous avons préféré garder Montpellier Events, et nous gardons aussi nos partenaires que sont la Caisse d'Epargne, la Caisse des Dépôts, le Crédit Coopératif et la CCI. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

Anne BRISSAUD

Pour vous, c'est donc un choix de la Région, en fait ?

Monsieur le Président

L'accord que nous avons trouvé, et que la Région nous a dicté, c'est que la SPL Occitanie intégrera une part de la Métropole, et nous, nous intégrons une part de la SEM ; la Région aura une part dans la SEM. Avec ce système-là, même s'il y a un déficit aujourd'hui sur l'exercice clos, nous aurons une SEM bénéficiaire. Les DSP prennent fin à la fin de l'année. Tout cela va se faire en janvier.

Anne BRISSAUD

Donc cela n'était pas forcément votre volonté, mais vous nous expliquez aujourd'hui que vous faites en fonction de ce qui vous a été imposé, et en fait, quelque part, par la Région.

Monsieur le Président

Nous ne sommes pas propriétaires, ni de l'Aréna, ni du Parc Expo.

Anne BRISSAUD

Aujourd'hui, si nous sommes bénéficiaires sur la structure Montpellier Events, nous allons pouvoir faire des choses et avoir des projets qui ne nous mèneront pas un nouveau déficit ?

Monsieur le Président

Absolument, nous allons avoir des projets, et peut-être même faire entrer de nouveaux partenaires. Car vous le savez, dans une...

Anne BRISSAUD

Ou faire des économies ?

Monsieur le Président

Laissez-moi finir.

Anne BRISSAUD

C'est une possibilité que nous avons du mal à envisager dans cette Assemblée, donc je le dis franchement, est-ce que nous pouvons faire des économies, puisque nous serons bénéficiaires ? Dites-le.

Monsieur le Président

Dans la société Montpellier Events, nous pouvons faire entrer de nouveaux partenaires, avec les anciens. Parce que dans une SPL, vous ne pouvez faire entrer que des personnalités publiques, mais pas privées. C'est pour cela que nous avons gardé la SEM. Donc l'avenir est en rose pour la SEM Montpellier Events. Mais mon souhait était le suivant, la presse s'en est fait écho. L'excellent journaliste Karim Maoudj en a fait plusieurs pages. Il a dit la chose suivante : les deux SPL, si elles étaient créées, pouvaient être couvertes par un GIE où la Région et la Métropole seraient représentées à parts égales avec un directeur unique ; c'est ce que j'appelais de mes vœux. Finalement, ils se sont désistés et n'ont pas voulu de cela. En alternative, j'ai proposé à Madame Delga une présidence tournante où j'acceptais de céder la présidence. Ils ont refusé. C'est leur problème. Nous, nous gardons Montpellier Events. Ils sont propriétaires de l'Aréna et du Parc Expo, ils restent propriétaires du Parc Expo et de l'Aréna.

Anne BRISSAUD

Et pour les Montpelliérains et les habitants de la Métropole...

Monsieur le Président

C'est excellent. Cela ne peut pas être mieux.

Anne BRISSAUD

Si vous le dites.

Monsieur le Président

Oui. Mais je suis très étonné que vous ne sachiez pas ça Madame Brissaud. Monsieur Jacou... Monsieur Calvat, pardon. On dit qu'un maire est identifié à sa commune.

Renaud CALVAT

A ce point, c'est plutôt bon signe. Madame Brissaud, je rajouterai que, comme le Président vient de le dire, la Région Occitanie est propriétaire de l'Aréna et du Parc Expo, la Métropole du Zénith et du Corum. Une grande partie du déficit de Montpellier Events provient, et c'est normal, des intérêts d'emprunt de construction de l'Aréna, car l'Aréna étant le dernier équipement construit, il est logique que cet équipement pèse le plus sur les finances de la SEM qui gère les quatre équipements. Moi je pense qu'on devrait, au contraire, remercier le Conseil Régional et Madame Delga, parce qu'elle a assumé sa responsabilité jusqu'au bout. La Région étant propriétaire de l'Aréna, elle a estimé juste que ce soit à la Région d'assumer le coût des intérêts d'emprunt construction de l'Aréna. Je trouve que c'est extrêmement vertueux, et afin de ne pas pénaliser les habitants de la Métropole, de proposer dans le cadre d'un GIE ou de proposer à la Métropole de Montpellier d'intégrer le Conseil d'Administration comme elle l'a fait pour le Conseil Départemental d'Occitanie Events pour avoir une politique coordonnée en termes de développement économique, de concerts, de développement de territoire. Je trouve que Madame Delga, en faisant cela, permet aussi aux finances de Montpellier Events

de devenir plus saines tout en maintenant une coopération au service de notre territoire. Je trouve que nous devrions, ici, remercier la Région.

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Attendez, Monsieur Calvat n'a pas tort. La Région assure et assume aussi les travaux qui sont sur Parc Expo. C'est 53 millions qu'elle a injecté, ce n'est pas rien, il faut le dire. La seule difficulté qu'il y a dans le montage, c'est qu'il n'y a pas de gouvernance unique des quatre structures, et ce dont les employés ont peur et que nous redoutons un peu, c'est qu'elles rentrent en concurrence entre elles sur le même territoire. Ce que Georges Frêche avait unifié, c'est aujourd'hui désuni, même si on peut reconnaître que la Région a assuré le financement de ce qui, finalement, lui appartient. Autrement dit, c'était la Métropole, par le Zenith et par le Corum, qui finançait le déficit de l'Aréna et du Parc Expo. Donc oui, nous remercions, ce n'est pas noir ou blanc. C'est pour cela que quand il faut choisir entre gris perle et gris pâle, il faut beaucoup de discussions et de présence en séance Madame Brissaud. C'est donc l'affaire 79. Monsieur Krzyzanski et Madame Lévy-Rameau ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SAEML SERM - ACQUISITION DES PARTS DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT - AUTORISATION - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT

Monsieur le Président

Affaire n° 80. Il s'agit des organismes extérieurs. Sur la SERM, le Conseil Départemental de l'Hérault ayant perdu la compétence économique ne peut plus figurer au titre de ses parts, qu'il possédait dans les organismes, donc nous les rachetons au prix entendu avec le Département, et je remercie le Président, Kléber Mesquida, parce que franchement nous nous sommes bien entendus là-dessus.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

C'est la vérité. Mais qu'est-ce que vous croyez ? J'ai été 17 ans Conseiller général avec Kléber Mesquida. Qu'est-ce que vous croyez ? Vous croyez qu'on ne nous ne connaissons pas ? Et en plus on était membres du Parti Socialiste ensemble. Lui, il y est toujours, moi j'ai été viré comme un chien. Il faut désigner un administrateur de plus, nous vous proposons la désignation de l'excellente Marie-Hélène Santarelli à ce poste, à la SERM. Monsieur Krzyzanski, Monsieur Lévitte et Monsieur Tortorici ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé, en application de l'article L.2121-21 du CGCT, de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SAEML SOMIMON - ACQUISITION DES PARTS DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT - AUTORISATION - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT

Monsieur le Président

Affaire n° 81. Même chose pour la SOMIMON où le Département était présent, c'est-à-dire l'ancien Marché Gare, le Marché d'Intérêt National (MIN). Madame Roussel-Galiana ne prend pas part au vote. Nous vous proposons la candidature, pour être membre du Conseil d'Administration, du non moins excellent Pascal Krzyzanski. Encore un socialiste exclu. Contre ? Abstention ?

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé à l'Assemblée de décider en application de l'article L.2121-21 du CGCT de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Monsieur le Président

Chers collègues, merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.